

L'idéologie

– Rapport d'activités 2018 –



Bamako, Mars 2019



François Koné, Responsable DEF



Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Wélé Badiégué Diallo, comptable



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Avant-propos	3
Résumé exécutif	6
Introduction	8
1. Etudes et recherche.....	9
1.1. Développement durable	9
1.2. Insécurité	17
1.3. Migration	19
1.4. Emploi et conditions de vie des ménages	20
1.5. Intégration régionale	23
1.6. Planification stratégique.....	25
1.7. Offres diverses d'études et de recherche.....	32
2. Enquêtes	35
3. Formation et renforcement des capacités	38
3.1. Ateliers de formation	38
3.2. Renforcement de capacités	39
4. Communication et information	41
4.1. Dissémination.....	41
4.2. Café	43
4.3. Séminaires et conférences	44
5. Publications	49
5.1. Les Great_Cahiers	49
5.2. Le Great_Savoir.....	50
5.3. Base de connaissances	52
6. Partenariat.....	53
6.1. Institutions de recherche	53
6.2. Administration publique	53
6.3. Société civile.....	54
6.4. Partenaires techniques et financiers.....	54
7. Fonctionnement institutionnel.....	55
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	55
7.2. Réunions statutaires	56
7.3. Ateliers résidentiels	56
8. Suivi budgétaire.....	58
8.1. Système de gestion	58
8.2. Structure des dépenses.....	58
8.3. Source de financement.....	59
9. Programme d'activités 2018	60
Conclusions	65

Et si l'on avait tout faux

**TOUS LES JOURS
JE LAVE MON CERVEAU
AVEC LA TELE**



Avec le développement du capitalisme et surtout avec la mondialisation, tous les comportements des individus semblent désormais puisés dans le pot commun de représentations universelles, chacun étant désormais dépendant de ce que subissent ou font les autres. Tout au moins en apparence, chaque individu où qu'il vive est sous l'emprise empirique de l'histoire universelle. Si cela semble compréhensible, il n'en demeure pas moins qu'une part non négligeable des comportements humains a une empreinte locale, compte tenu justement des niveaux très inégaux de développement économique entre les pays.

On est très souvent amené à décrire les comportements partout dans le monde avec les caractéristiques de l'universalité même lorsqu'il n'en est rien. Ce d'autant plus facilement que nous vivons la fin de l'idéologie en tant que représentation logique du monde réel voire la fin de l'histoire avec le triomphe universel du capitalisme. A ce stade, l'homme devrait perdre toute vision pouvant lui donner une conscience de son passé, de son présent et de son devenir, pour ne laisser subsister que la spiritualité la plupart du temps réduite à la religion. Comment comprendre que l'humain puisse en arriver à manquer de vision ou ne puisse se hisser à hauteur de rationalité, de science ou de technique comme cela a pu en être le cas sous l'Egypte antique. L'humain serait-il alors devenu étranger à son époque, à sa terre et à ses ancêtres. En l'absence de toute idéologie, le simple droit de douane en tant qu'instrument moderne de protection de la production des biens et services sur un territoire donné ne peut se distinguer du même droit que les seigneurs féodaux imposaient aux marchands qui traversaient leur territoire comme rachat du pillage ou une source naturelle à portée de main des Etats modernes d'encaisser de l'argent. Tout est pareil et plus rien ne se distingue de rien.

Sans idéologie, il devient difficile de rattacher l'homme à son époque, caractérisée par une technique ou une industrie comme le moulin à bras est caractéristique des sociétés avec suzerain et celui à vapeur de la société moderne. A toute absence de changement significatif dans la base matérielle d'existence correspond une stagnation dans la superstructure. Du coup, dans un pays économiquement arriéré, un bourgeois peut être inhibé d'idéologie précapitaliste alors même que l'on doit le caractériser selon les idées de la boîte à outils à nous offerte par le libéralisme mondial. La pensée unique construit une société sans idéologie, décrétée avoir laissé place à la science. Voilà malheureusement une autre conception idéologique du monde. Tout peut s'écarter de la réalité par le reflet, en ce sens qu'il ne s'agit point d'opposer la science à l'idéologie, le contraire de cette dernière n'étant pas la science mais bien le monde réel. Beaucoup de nos compatriotes ne reconnaissent ni n'assument leur idéologie féodale voire patriarcale, toute idéologie étant déclarée morte avec la chute du mur de Berlin sinon n'existant désormais que pour désigner tout ce qui est archaïque, nostalgique et infondé. Ne

pas admettre son idéologie équivaut à en avoir honte et donc épouser l'idéologie de la honte. Toute idéologie est défense d'un ordre social établi avec le rôle historique que cet ordre a pu jouer. Si seulement, nos intellectuels pouvaient en toute conscience adhérer à l'idéologie libérale, un pas par rapport à des idées et valeurs rattachées aux sociétés précapitalistes dont la survivance matérielle nourrit ces idées et valeurs. Le pas suivant serait de garder à tout le moins un scepticisme sur cette idéologie et sur l'ordre social qu'il représente, ce qui demande un effort soutenu à l'opposé du confort de l'adhésion à l'idéologie dominante voire à l'idéologie précapitaliste. Au lieu de tout cela, on rejette l'idéologie tout court. Ce rejet a enfanté la démocratie comme système politique en lieu et place du capitalisme, et n'eût été l'existence de la classe dite moyenne, le terme "classes sociales" serait banni du vocabulaire courant, même que cette classe fantasmée ne disposerait d'aucune base matérielle propre. La nouveauté du phénomène de classe moyenne tient au fait que la hiérarchie sociale est polarisée non par sur des emplois indépendants mais bien salariés, ce qui n'est même pas tout à fait encore le cas au Mali où prédomine l'emploi indépendant essentiellement paysan, aussi l'idéologie la mieux partagée est-elle paysanne. Les clivages socioprofessionnels sont remplacés par des rapports de genre, d'âge et d'ethnie, les classes sociales par des professions ou des métiers délimités. Néanmoins, chaque individu a une idéologie, consciemment ou inconsciemment, peu importe qu'il la nomme sa morale ou ses valeurs. En d'autres termes, à chaque individu peut être rattachée une idéologie au regard de son comportement ou de sa façon de penser.

Avec le libéralisme triomphant, triomphe aussi l'idéologie libérale pour compléter les dominations économique, militaire, culturelle et politique. Dans un monde globalisé, les pays faibles sont soumis à la puissance de peuples étrangers mieux nantis. Dans le même temps, les peuples arriérés arrivent à peine à suivre l'évolution du monde moderne, empêtrés qu'ils sont dans leurs représentations du passé et dont la classe dirigeante locale ne véhicule plus des valeurs paysannes que libérales. Il n'y a qu'à regarder le niveau extraordinairement attardé des infrastructures industrielles, de transport et de communication au Mali pour s'en rendre compte sans parler de l'archaïsme ambiant dans l'administration et le système éducatif à mille années lumières des TIC, toute chose mettant la pensée à l'abri du modernisme mais plutôt fixé sur le passé. Comment, dans ces conditions peut-on espérer s'accomplir des changements d'attitudes en vue d'une véritable émancipation des peuples et l'instauration d'un système moderne de développement fut-il capitaliste.

Pour revenir à l'idéologie, elle est définie comme étant un ensemble d'idées propre à un groupe social ou à une classe sociale, à une époque données. A cet ensemble, tout y passe, philosophie, morale, religion, us et coutumes, mythologie, etc. Il forme un système d'opinions et de croyances, bref une doctrine devant réguler le comportement du groupe qui la porte, collectivement et individuellement. Pour les marxistes, cet ensemble d'idées, de valeurs ou de normes sociales légitime la division de la société en classes. Il est l'idéologie dominante en tant que vision du monde imposée à toute la société par la classe dominante qui n'est pas la classe la plus nombreuse mais bien celle qui est au pouvoir donc pas la paysannerie au Mali mais bien les représentants locaux du capitalisme mondial, que ces représentants soient dans la bureaucratie ou dans les milieux d'affaires. L'idéologie en tant que théorie pensée se développe abstraitement sur elle-même alors qu'elle reste l'expression d'un environnement réel dont son porteur n'a pas conscience en ce sens au moins qu'il ne se rend pas compte que cet environnement réel détermine sa conscience ou sa pensée. Au sens large, elle est cet ensemble de notions, d'opinions et de convictions parfois constitué en doctrine dont se nourrit un groupe social et qui forge sa vision du monde c'est-à-dire qui explique pour lui l'ordre social existant. Le groupe peut ne pas en avoir conscience quand on sait que beaucoup de nos

valeurs sociétales relèvent de l'arriération économique du pays sans que nous en ayons conscience, arriération que nous érigeons au rang de norme sociale malgré toute sa laideur. Du fait que c'est un processus intellectuel, le groupe social, avec lui ses théoriciens, en déduit avoir exclusivement affaire à de la pensée pure sans autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Aussi, Marx parle-t-il de l'illusion de la conscience en ce sens que l'idéologie reste une perception de la réalité et non la réalité elle-même mais son reflet dans le cerveau, reflet qui peut être conforme ou non à la réalité. Deux façons en apparence identiques de se comporter peuvent relever de deux idéologies différentes. La paresse d'un bourgeois serait l'excès d'estime de soi d'un suzerain, l'indiscipline de l'un la meilleure façon de l'autre de faire prévaloir sa rébellion naturelle contre toute forme de diktat d'où qu'il vienne.

A chaque groupe social correspond une idéologie plus ou moins propre, le propriétaire foncier ou paysan riche cache mal son incapacité à se soumettre aux normes de l'économie moderne parce qu'égocentrique, indolent et avide de plaisir, s'entourant de courtisans recrutés dans la société civile parmi les gens suffisants, terre à terre et prompts à la corruption. L'esprit de notre arriération est renversé en supériorité d'esprit par ces gens pourtant incapables de produire du savoir, plus proches qu'ils sont de la campagne que des hauts lieux du capital, de la production et de la population. Le Mali est arriéré parce que sa structure de production est encore hélas bornée par une agriculture rudimentaire et restreinte et une industrie artisanale et sa superstructure largement marquée par la division du travail en noblesse régnante, clergé et paysans à la campagne, d'une part, et d'autre part en maîtres, aide-familiaux, journaliers et apprentis. Dans un tel contexte, l'idéologie dominante ne saurait même être celle que la pensée unique voudrait nous imposer mais celle de notre arriération économique qui ne laisse pas place à des rapports sociaux supérieurs parce que plus conforme à l'économie informelle et à la superstition. Dans un pays intrinsèquement paysan, cette classe a son empreinte dans l'idéologie ambiante, les autres classes apparaissant pour beaucoup comme des paysans en exode rural. Notre trop grand attachement à la campagne nous a fait appeler l'essentiel de nos communes "communes rurales" et tout notre pays est défini en terme rural. Du coup, notre idéologie se réfère aux valeurs culturelles du paysan inculte ayant besoin de suzerain. Notre conception de notre propre histoire reste trop marquée non pas par la recherche soutenue des rapports réels entre les hommes dans la production mais plutôt par des événements historiques et politiques dits retentissants, des hommes providentiels qui auraient marqué leur époque par des excès en tout genre. A force de vivre encore comme au moyen-âge, l'idéologie est celle de l'état paysan. Les partis politiques et les organisations de la société civile, sous le toit de l'idéologie paysanne dominante, empruntent les mêmes formes associatives pré-libérales, consistant à substituer à la liberté d'adhésion et de recrutement les pratiques de la cooptation et de l'admission ritualisée des nouveaux membres. Mais il ne faut pas s'y méprendre, nous ne sommes pas pauvres de nos superstitions mais bien de notre vie économique sous-développée. Si l'idéologie est la légitimation d'un ordre établi, il faut bien que celle de notre arriération nous empêche dans des difficultés sans nom à nous sortir de cette arriération ce d'autant plus que l'ordre établi a ses soutiens infiniment plus puissants que la masse des citoyens. Néanmoins, on peut se construire un futur meilleur et véritablement humain en puisant des matériaux de construction du savoir et de la sagesse de nos ancêtres.

Résumé exécutif

Au cours de l'année 2018, GREAT a réalisé des études et recherche, des enquêtes, des formations et renforcements de capacités, de la communication et information et des publications. Ces activités ont été menées par la Direction exécutive et ses 3 départements, en collaboration avec les autres institutions statutaires et avec l'appui des partenaires nationaux et internationaux du Groupe. Le présent rapport rend compte de ces activités et fournit une programmation succincte de celles prévues pour l'année 2019.

Les travaux d'études et de recherche ont porté sur les thématiques ((i) Développement durable, (ii) Insécurité, (iii) Migration, (iv) Emploi et conditions de vie des ménages, (v) Intégration régionale, (vi) Planification stratégique. Sous la thématique du Développement durable, 2 études ont porté sur les priorités de développement et les ODD et 2 autres sur l'environnement et le changement climatique.

L'étude sur l'Insécurité s'intitule "Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord au Mali" et celle sur la migration "Perceptions populaires de la migration au Mali". Le thème de l'emploi et conditions de vie des ménages a été traité à travers le rapport de l'Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2017) ainsi que le recueil, apurement et nettoyage des bases de données EMOP en vue de la réalisation d'une série d'études sur les conditions de vie des ménages au Mali.

L'intégration régionale a été étudiée à travers "l'État des lieux de la mise en œuvre du TEC-CEDEAO : effets sur les filières agricoles et agroalimentaires". Dans le cadre de la thématique planification stratégique, le rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne, "Le Mali à bâtir" et le rapport de diagnostic stratégique du système Mali ont été rédigés en vue de l'élaboration du CREDD 2019-2023. GREAT a aussi contribué de façon significative à l'élaboration proprement dite de ce nouveau document de stratégie tout comme il a contribué à celle du Schéma national d'aménagement du territoire du Mali en réalisant un rapport de cadrage macroéconomique.

Durant l'année 2018, 4 enquêtes ont été menées sur divers sujets à savoir l'enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale, l'Enquête d'évaluation d'impacts de formation, l'Enquête de perception de l'Union européenne au Mali et l'Enquête diagnostic de la société malienne.

Deux ateliers de formations ont été organisés et animés par GREAT, tous à l'intention du CNDIFE. Le premier a porté sur le traitement de données sur SPSS et le second sur la rédaction de rapport de recherche avec une application aux rapports thématiques genre du CNDIFE. Le renforcement des capacités du personnel de la Direction exécutive s'est poursuivi avec la participation à des ateliers de formation dans plusieurs domaines tels que la Prévision macroéconomique sous EvIEWS, le CAPI, l'élaboration de matrice de comptabilité sociale, la modélisation en équilibre général calculable.

Au titre de la communication et de l'information, deux ateliers de dissémination des résultats des enquêtes Afrobaromètre Round 7 sur les thèmes "Impacts et séquelles de la crise au Mali" et "La priorisation des problèmes de développement et des ODD au Mali". La nouvelle activité intitulée "Great Café", sous la forme d'une conférence animée par un expert, dans les

locaux de GREAT, a porté sur des domaines pour lesquels le Groupe manque d'expertise. Ce sont "Ressources de la médecine traditionnelle" et "Généalogie manding".

A la faveur de ses partenariats historiques ou nouveaux avec des institutions de recherche, l'administration publique, la société civile et les Partenaires techniques et financiers, le personnel de GREAT a participé à plusieurs séminaires et conférences (7 au total).

En matière de publication, 5 GREAT_Cahiers, 12 GREAT_Savoir ont été publiés. En plus, l'actualisation de la base de données a continué, base qui reste disponible en ligne sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT a veillé au bon fonctionnement des départements à travers des réunions de répartition et de contrôle des tâches quotidiennes.

Pour diverses raisons, le Conseil d'orientation n'a pas pu se tenir en 2018. Cependant, le compte rendu de la réunion du 1er juin 2017, le Rapport d'activités de l'année 2017 et le Programme d'activités 2018 ont été envoyés à tous les membres dudit conseil pour leur examen, adoption et validation. Ces éléments sont reversés dans le programme d'examen par le Conseil d'orientation de ce présent Rapport.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 11 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2018, soit près d'un atelier résidentiel par mois.

Il ressort du suivi budgétaire que la structure des dépenses est dominée par les dépenses de fonctionnement institutionnel et d'enquêtes avec respectivement 42% et 37% du total. Les dépenses liées à la recherche se positionnent à la troisième place avec 7%, suivies des dépenses de communication avec 1%.

L'analyse des sources de financement montre que la plus grande source a été la Cellule technique CSLP avec 31%, suivie du Ministère de la promotion de la femme de l'enfant et la famille (MPFEF) avec 22%. KYNE se hisse à la troisième position avec 14%, l'Université de Wiwsconsin Madison, FAFO, ONEF, et PAGE se suivent avec respectivement 14%, 10%, 8% et 7%. Enfin CIPE et GERAD constituent chacun 1% des financements.

Introduction

Comme toutes les années écoulées, GREAT garde sa tradition d'élaborer un rapport de fin d'année dans lequel, il dresse le bilan des activités inscrites dans son programme d'activités de ladite année mais aussi les perspectives de la nouvelle. Ce bilan est soumis à l'appréciation de son Conseil d'orientation non seulement pour évaluer l'état l'exécution dudit programme mais aussi pour valider celui de la nouvelle année.

En 2018, il est important de mettre en exergue la participation active de GREAT dans l'élaboration du CREDD et de la vision Mali 2040. En plus de ces deux grands chantiers, GREAT a également travaillé sur les ODD, l'insécurité, le changement climatique, la migration, le marché de travail. Un ralentissement, notoire fut constaté dans la réalisation des enquêtes. GREAT a honoré de sa présence à des séminaires et conférences nationaux et internationaux, il a aussi organisé des ateliers de disséminations et des cafés, tout nouveau produit de GREAT initié en 2016. L'année 2018 fut un peu pauvre en matière de formation. En plus de CIPE, GERAD et KYNE des nouveaux partenaires, FAFO est revenu à nouveau après une dizaine d'années d'absence. Certains efforts sont restés vains, il s'agit des offres suite à des appels à candidature qui sont restées sans financement.

A l'instar des rapports précédents, le présent se repartit en 9 sections à savoir les études et de recherche, les enquêtes, la formation et le renforcement de capacités, la communication et l'information, la publication, le partenariat, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation.

Au total, 15 études et recherche s'inscrivent dans l'actif du GREAT dont 4 en développement durable, 1 en insécurité, migration et intégration régionale, 2 en partenariat et emplois et conditions de vie, 4 en planification stratégique. En matière d'enquêtes, 4 ont été réalisées dont une de WEF, qui traite la compétitivité mondiale des entreprises, une de FAFO traitant l'évaluation du programme de la fondation Strømme de Stratégie de scolarisation accélérée ou passerelle (SSA/P), une d'UE portant sur l'opinions des citoyens maliens sur l'Union européenne (UE) au Mali et une de CSLP analysant l'opinions des citoyens maliens sur leurs perceptions de leur société, dans le présent et dans l'avenir. Le personnel de GREAT a bénéficié des renforcements de capacité en programmation sur CAPI, élaboration de la matrice de comptabilité sociale (MCS) et en modélisation en équilibre général calculable. Cependant, il a assuré une seule formation à l'endroit des enseignants-chercheurs en matière de projets de recherche et de rédaction scientifique.

En plus des ateliers de dissémination des résultats de recherche, GREAT communique également avec les utilisateurs des résultats de recherche à travers son site web (www.greatmali.net), à travers les Great_Cahiers, Great_Savoir

1. Etudes et recherche

1.1. Développement durable

☞ Priorisation des problèmes de développement et des ODD au Mali



Les ODD ont été adoptés par le concert des Nations unies à la suite du constat du succès mitigé des OMD ainsi que le changement du contexte mondial (Sommet Rio+20). Les ODD sont donc un ensemble de 17 objectifs universellement admis et applicables depuis leur adoption en 2015 avec un triple défi de la lutte contre la pauvreté, de la protection du climat et de la consommation et de la production durables. Comme l'ensemble des pays en développement, le Mali a mené un exercice "d'endogénéisation" et de priorisation des ODD mais aussi de mise en cohérence

avec les multiples politiques et programmes de développement (CREDD, Accord de paix issu du processus d'Alger, etc.).

A côté de ce processus "officiel et technique" de planification du développement du pays, les enquêtes Afrobaromètre donnent l'occasion à travers des questions précises de recueillir les opinions des maliennes et des maliens sur les grands défis de développement. Il est ainsi ressorti du traitement des données du round 7 des similarités entre les priorités "populaires" de développement et un certain nombre d'ODD. Ainsi, les citoyens maliens ont priorisé l'insécurité alimentaire/famine, la santé ainsi que la pauvreté et l'exclusion sociale comme les trois premiers problèmes de développement.

Problématique	Le présent rapport traite des questions portant sur les plus importants problèmes auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Il traite successivement de ces problèmes tels que révélés par les citoyens, des domaines de développement que recouvrent ces problèmes et enfin des Objectifs de développement durable (ODD) qui peuvent en être tirés, objectifs correspondant à ceux des Nations unies à l'horizon 2030. Pour ce faire, les perceptions populaires issues de l'enquête Afrobaromètre de février 2017 sont traitées et analysées suivant certaines caractéristiques sociodémographiques des personnes sondées.
Pertinence politique	Le succès dans la mise en œuvre des ODD nécessite leur mise en lien avec les priorités nationales de développement. Pour s'assurer du succès de la mise en œuvre des ODD, il est essentiel que les interventions de développement définies, soient mises en œuvre tant au niveau national qu'au niveau local, en prenant en compte les besoins spécifiques des communautés. En effet, les actions de développement doivent pouvoir offrir un accès pour tous aux services sociaux de base ainsi qu'à des emplois décents et autres opportunités économiques en veillant de prendre en considération "toutes les couches de la société" et "d'atteindre les plus vulnérables".
Revue de la littérature	✓ GREAT (2017), Résultats enquêtes Afrobaromètre, round 7, février ✓ République du Mali (2016) : Priorisation et opérationnalisation des priorités de développement durable du Mali, décembre ✓ GREAT(2013), Conflits et gouvernance de la sécurité au Mali – Analyse des jeux d'acteurs, janvier ✓ ODHD, PNUD (2005), Rapport 2005 sur le développement humain au Mali– Gestion de l'environnement pour un développement humain durable, décembre
Méthodologie	Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles

	respectives dans l'échantillon des 1'200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait aux problèmes de développement auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Les problèmes identifiés sont ensuite sériés par domaines de développement et analysés comme tels. Enfin, ils sont regroupés par objectif de développement durable (ODD), sans pour autant qu'y transparaissent tous les cibles et indicateurs rattachés auxdits objectifs tels que définis dans l'agenda 2030 des Nations unies
Données utilisées	✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7
Principaux résultats	✓ Bien que l'insécurité alimentaire soit le premier problème de développement dans 4 régions sur 9, il n'en demeure pas moins que les régions se distinguent par leurs ordres de préférences sur la trentaine de problèmes repérés ✓ Le premier problème varie d'une région à l'autre, allant de l'insécurité alimentaire donc à la santé, à l'accès à l'eau, au crime ou au chômage. Tout comme par région, les problèmes de développement diffèrent significativement selon le milieu de résidence ✓ Au regard des ODD, les régions du Nord se distinguent quelque peu des autres en priorisant l'ODD 16 contre l'ODD 2 partout ailleurs, ce qui ne veut pas dire que l'insécurité alimentaire n'est pas un souci majeur dans ces régions. Bien au contraire les questions de gouvernance notamment le crime et l'instabilité aggravent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle y compris chez les enfants. ✓ L'éducation est un déterminant qui crée le plus de distorsion dans le classement des ODD, dès lors qu'il n'y a aucun ordre de préférences collectives en commun entre tous les niveaux d'éducation. De même, les rangs par région sont assez dissemblables, aucun ODD n'occupant la même position pour toutes les régions, bien au contraire. Ainsi, les préférences régionales de Gao et de Kidal s'écartent le plus de tout ordre collectif national, un peu comme à Bamako et Koulikoro
Recommandations	✓ Il est de plus en plus difficile d'assurer la sécurité alimentaire du ménage et du pays, un vrai défi à relever pour être au rendez-vous de l'horizon 2030 des Nations unies ✓ Il serait judicieux pour l'Etat d'investir massivement dans les infrastructures de santé, d'hydraulique mais aussi à améliorer le système de gouvernance publique.

☞ **Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le début des ODD**



En 2015, les Nations unies ont adopté un Programme de développement durable à l'horizon 2030 aux fins de créer "un modèle commun de paix et de prospérité pour les personnes et la planète, maintenant et dans le futur". Au cœur de cet Agenda, 17 Objectifs de développement durable, ou ODD, qui sont un appel à l'action par tous les pays en vue de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. Les ODD sont spécifiquement conçus pour identifier l'interconnexion des nombreux défis de développement et de durabilité auxquels

font face les pays du monde, ainsi que la complexité des interventions nécessaires.

L'un des défis évidents que pose la structure des ODD consiste à déterminer par où commencer. Au vu de ce réseau complexe d'objectifs, de cibles, et d'indicateurs, comment les différents pays, les organisations nationales et internationales, et les autres parties intéressées dans la promotion du développement durable hiérarchisent-ils et traduisent-ils le programme en plan d'action? Afrobaromètre soutient pour sa part qu'il faut nécessairement commencer en interrogeant les citoyens ordinaires.

Afrobaromètre a une grande expérience de la collecte de données sur les priorités publiques et l'identification des problèmes

auxquels les gens voudraient le plus que leurs gouvernements s'attaquent. Ces questions ouvertes qui permettent aux répondants d'identifier tout problème qu'ils choisissent peuvent être calquées sur les ODD, offrant un aperçu de la façon dont les Africains hiérarchisent ces nombreux objectifs, surtout dans un contexte où il y a

plus ou moins de besoins, de développement, et de démocratie. En outre, le suivi des progrès accomplis dans le cadre de la poursuite de ces objectifs domine de plus en plus les échanges à propos des ODD, surtout en raison de la quête en vue d'identifier des sources de données fiables.

Problématique	Après le début de la mise en œuvre des ODD à l'échelle mondiale, il s'est avéré opportun pour le réseau Afrobaromètre de mesurer ses objectifs à l'aune de la perception des citoyens africains. Conçus pour identifier l'interconnexion des nombreux défis de développement et de durabilité auxquels font face les pays du monde, ainsi que la complexité des interventions nécessaires, les ODD posent le défi de sa mise en œuvre ou tout au moins de son point de démarrage. Comme toujours, Afrobaromètre soutient qu'il faut nécessairement commencer en interrogeant les populations. Afrobaromètre a une grande expérience de la collecte de données sur les priorités publiques et l'identification des problèmes auxquels les gens voudraient le plus que leurs gouvernements s'attaquent. Quand bien même les priorités varient d'un individu à un autre et d'un pays à un autre, surtout en réponse aux niveaux de pauvreté et de développement global, l'emploi et la croissance économique constituent la principale préoccupation dans la plupart des pays et à tous les niveaux de revenu. Pourtant ce sont là deux secteurs pour lesquels la plupart des gouvernements reçoivent certaines de leurs côtes de performances les plus médiocres. Parvenir à la plus grande efficacité dans ces secteurs pourrait être capital au succès des ODD pour nombre de gouvernements africains.
Pertinence politique	Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté par tous les pays membres des Nations Unies en 2015 aux fins de créer "un modèle commun de paix et de prospérité pour les personnes et la planète, maintenant et dans le futur". Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) constituent la pièce maîtresse de ce programme, et entendent servir d'appel à l'action des acteurs locaux, des gouvernements nationaux, et de la communauté mondiale. Les ODD sont spécifiquement conçus pour identifier l'interconnexion des nombreux défis de développement et de durabilité ainsi que les interventions nécessaires. Les ODD s'appuient sur les huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui ont également, dans le même ordre d'idées, servi de guide de 2000 à 2015. Mais, ils intègrent de nouvelles priorités telles que les changements climatiques et la paix et la justice, et ils étendent le mandat non seulement aux pays en développement mais à tous les pays membres des Nations Unies. Dans la cartographie des ODD, l'ODD8 (travail décent et croissance économique) apparaît sans équivoque comme la première priorité des répondants africains. Une bonne proportion de 58% des répondants identifie l'un des problèmes liés à l'ODD8 comme une première priorité d'action pour le gouvernement, presque le double du deuxième score le plus élevé. Étant donné que les objectifs globaux inscrits sous l'ODD8 incluent le concept de "moyen de subsistance" et l'aptitude des gens à s'assurer un moyen de survie – et à atteindre plusieurs des autres objectifs soulignés dans l'ODD – il n'est pas du tout surprenant que cet ODD occupe une position si prépondérante du point de vue populaire.
Revue de la littérature	✓ Massa Coulibaly (2018), Priorisation des problèmes de développement et des objectifs de développement durable au Mali, synthèse de politique Afrobaromètre N°46, mai ✓ Madagascar (2018), Rapport de priorisation et opérationnalisation des priorités des objectifs de développement durable, mars ✓ Nations unies (2018), Rapport sur les objectifs de développement durable ✓ PNUD (2016), Des OMD au développement durable pour tous, ce que nous avons retenu de 15 années de pratique, novembre
Méthodologie	Ce rapport s'appuie principalement sur les données de 45.823 entretiens réalisés dans 34 pays entre septembre 2016 et septembre 2018. Il fait aussi des comparaisons avec des données collectées dans le Round 5 (2011-2013) et le Round 6 (2014-2015). Les

	comparaisons d'une période à l'autre se concentrent sur les 31 pays qui étaient concernés par tous les trois rounds d'enquêtes. Les problèmes identifiés sont ensuite sériés par domaines de développement et analysés comme tels. Enfin, ils sont regroupés par objectif de développement durable (ODD), sans pour autant qu'y transparaissent tous les cibles et indicateurs rattachés auxdits objectifs tels que définis dans l'agenda 2030 des Nations unies
Données utilisées	✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7
Principaux résultats	✓ A travers 34 pays enquêtés, le chômage est le premier problème prioritaire auquel les Africains voudraient que leurs gouvernements s'attaquent, suivi par la santé, les infrastructures et routes, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la pauvreté, et la gestion de l'économie. ✓ Sur la base d'une modélisation des "problèmes les plus importants" identifiés par les répondants d'Afrobaromètre par rapports aux ODD, l'ODD8, "travail décent et croissance économique", est l'ODD le plus prioritaire (58%), dépassant tous les autres de loin. ✓ La pauvreté et le niveau bas de développement socio-économique pèsent fortement dans la détermination des priorités, au niveau aussi bien individuel que national. Le travail et la croissance économique (ODD8) ainsi que la bonne gouvernance (ODD16) sont de plus hautes priorités pour les individus plus nantis et pour les pays économiquement plus développés. Pour les personnes et pays les plus pauvres, le travail et la croissance sont toujours importants, mais les gens accordent une priorité sensiblement plus élevée à la lutte contre la faim et une fourniture adéquate en eau propre et en énergie. ✓ En moyenne, le pire secteur de performance des gouvernements est la réduction des écarts de revenus entre riches et pauvres, 31 sur 34 pays accordent à leurs gouvernants leurs notes les plus basses par rapport à cette question. Quand bien même l'ODD10 (inégalités réduites) n'est pas classé objectif à haute priorité, l'échec du gouvernement dans ce secteur s'inscrit dans la droite ligne d'un débat croissant dans le monde et en Afrique portant sur les dangers politiques et économiques de la montée de l'inégalité.
Recommandations	✓ A travers cette étude comparative sur 34 pays, l'on pourrait recommander aux gouvernements de prendre des mesures énergiques en matière de création d'emplois de qualité ainsi que de la croissance économique qui apparaissent comme principales préoccupations populaires dans la plupart des groupes économiques et la plupart des pays ✓ Au-delà de la création d'emplois et de la croissance économique, des investissements sont attendus dans les domaines de la sécurité alimentaire (ODD2), la santé (ODD3), la paix et la justice (ODD16), les infrastructures (ODD9), et l'approvisionnement en eau (ODD6) ✓ Enfin, les pays doivent travailler à réduire les écarts de revenu entre riches et pauvres, liés à l'ODD10, domaine qui semble le pire secteur de performance dans 31 des 34 pays.

☞ Perceptions populaires du changement climatique



Le Mali, tout comme les autres pays du continent africain, semble vulnérable à la variabilité et aux changements climatiques. Cette situation est aggravée par la forte dépendance des populations maliennes de l'agriculture qui emploie une forte proportion de pauvres. Les changements climatiques qui se manifestent souvent par de fortes augmentations des températures, la montée du niveau des eaux, des changements dans les conditions météorologiques, et d'autres extrêmes occasionnent souvent des effets néfastes sur la santé humaine, les écosystèmes naturels, de graves impacts environnementaux, sociaux et

économiques. Ceux-ci représentent un véritable défi pour les perspectives de développement socioéconomiques du pays.

Pour répondre à ces défis, le Mali a élaboré et exécuté un certain nombre de programmes de résilience aux changements climatiques avec l'appui de divers partenaires techniques et financiers. A côté de ces programmes, il était nécessaire d'avoir une opinion des citoyens sur leurs connaissances des changements climatiques et les enquêtes Afrobaromètre offraient cette opportunité à travers un certain nombre de questions spécifiques. Ainsi, l'on a pu recueillir l'opinion des maliens sur l'évolution des conditions climatiques ces dix dernières années, les expériences du changement climatique, les causes et les effets du changement climatique ainsi que les méthodes de lutte contre le changement climatique. Ces perceptions pourraient alimenter les programmes élaborés pour adresser les questions de changement climatique et de résilience au Mali.

Problématique	Le rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1'200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait au changement climatique. Elles sont analysées sous l'angle de l'évolution des conditions climatiques agricoles ces 10 dernières années, les expériences de changement climatique, les causes et les effets des changements climatiques et enfin la lutte contre le changement climatique.
Pertinence politique	Le phénomène global du changement climatique conduit à réexaminer la question des vulnérabilités des populations et met en avant l'adaptation et la résilience des personnes vulnérables pour mitiger son impact. Les conséquences des changements climatiques entraînent des impacts profondément porteurs d'inégalités. En effet, tout le monde ne sera pas exposé de façon identique aux effets du changement climatique, et que les plus exposés ne seront pas les plus émetteurs de gaz à effets de serre. A cela s'ajoute une inégalité de moyens face aux phénomènes à venir ou avérés puisque la capacité de se prémunir, d'anticiper ou de réparer diffère considérablement entre pays. Cela pose bien évidemment le problème de l'organisation de la solidarité territoriale à une échelle internationale face à ces crises. Il faut noter que les premiers "réfugiés climatiques" se retrouvent chassés de leurs lieux de vie, disparus ou trop déstabilisés pour être encore habitables.
Revue de la littérature	✓ Piya Abeygunawardana, Pauvreté et changements climatiques, réduire la vulnérabilité des populations pauvres par l'adaptation ✓ Maria Mansanet-Bataller (2010), Les enjeux de l'adaptation aux changements climatiques, Etude climat n°21, avril ✓ Class Zéro Emission, Changement climatique, conséquences dans le monde et dans les régions polaires, dossier pédagogique 4

	✓ Nature Québec, Les changements climatiques, quels en sont les causes et les impacts
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau national de 1'200 personnes adultes des deux sexes. Les données recueillies sont saisies sur Survey to go avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7, Mali
Principaux résultats	✓ Trois maliens sur cinq pensent que les conditions climatiques actuelles sont pires comparativement aux dix dernières années contre un quart qui les pense meilleures ✓ Près de sept maliens sur dix pensent que les conséquences des changements climatiques sont plus graves, notamment la sécheresse qu'il y a dix ans ✓ Plus de la moitié des personnes interrogées pensent que les conséquences du changement climatique concernant les inondations sont moins graves (53%) ✓ Plus de trois maliens sur cinq (64%) affirment avoir entendu parler du changement climatique à raison de 86% pour les personnes de niveau supérieur, 75% pour les hommes contre 53% pour les femmes ✓ Près de la moitié (47%) des maliens attribue le changement climatique aux causes humaines et 38% le lie aux procédés naturels ✓ Plus de quatre maliens sur cinq (84%) pensent qu'il est possible de lutter contre le changement climatique.
Recommandations	De cette étude sur les perceptions du changement climatique au Mali, l'on pourrait recommander de : ✓ travailler à améliorer les conditions de production agricole surtout dans les régions de Sikasso, Kayes, Ségou et Mopti qui sont les régions ayant les plus soufferts du changement climatique ces dix dernières années ✓ mener des campagnes médiatiques et de sensibilisation sur les causes et les conséquences des changements climatiques dans les régions de Gao, Kayes, Tombouctou ✓ mettre en œuvre des actions d'atténuation des conséquences de la sécheresse dans presque toutes les régions du pays ✓ travailler à réduire l'impact des humains sur le changement climatique.

Environnement et changement climatique



Le débat sur l'environnement et le changement climatique est au centre des préoccupations internationales et nationales depuis la publication des rapports de recherches du GIEC et la réunion de la Convention climat des Nations unies à Copenhague en décembre 2009 (COP 15). Ainsi, au niveau

international, les Nations unies dans le cadre des Conventions sur le développement durable et le changement climatique ont mis en place un certain nombre de dispositifs pour atténuer les effets sur l'environnement et le changement climatique. Avec l'Accord de Paris, la communauté internationale s'est engagée à limiter de 2 degrés celsius le réchauffement climatique par rapport aux niveaux préindustriels, d'ici la fin du siècle (Banque mondiale, 2017).

Les effets marqués du changement climatique vont de la sécheresse à l'élévation du niveau des océans en passant par les inondations et les catastrophes naturelles. Ces effets toucheraient principalement les pays en développement

dont le Mali qui ont une faible capacité d'adaptation et de résilience. Pour la Banque mondiale (2017), le changement climatique accroît les incertitudes et menace la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi, il est urgent d'apporter des réponses rapides pour atténuer la vulnérabilité en donnant un accès aux services essentiels aux plus pauvres mais aussi à renforcer la résilience. Certains auteurs prédisent le basculement de plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030 si des mesures idoines ne sont pas prises.

Sur le plan sanitaire, des études montrent que les effets des émissions de gaz de carbone causent plus de 2 millions de décès prématurés par an (Banque mondiale, 2007) et causeraient des

dommages directs de l'ordre de 4 milliards de dollars par an d'ici 2030. La problématique de l'environnement est constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales. La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement les conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement.

Problématique	L'environnement et le changement climatique sont au cœur des priorités de développement aussi bien au niveau international que national. Au Mali, la prise en compte de ces thématiques s'est intensifiée à partir du Sommet de Rio de 1992. Cette situation est renforcée par la Constitution de 1992 qui, en son article 15, déclare que "toute personne a droit à un environnement sain et la protection, la défense de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour tous et pour l'Etat".
Pertinence politique	Le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable, CREDD 2016-2018, a été élaboré pour prendre en charge, en plus des orientations du CSCRP 2012-2017, celles de l'accord de paix et des autres documents de politique. En effet, le processus de sortie de la crise multidimensionnelle que le Mali connaît depuis 2012 a fait l'objet de la signature d'un accord de paix et de réconciliation et l'élaboration de plusieurs documents de politique (PRED 2013-2014 et PAG 2013-2018). Ainsi, le CREDD a pour mission de "servir pour toutes les parties prenantes, de cadre intégrateur des politiques sectorielles et des stratégies régionales et locales". Son objectif global est de promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Dans le cadre de l'élaboration du nouveau CREDD et du document de prospective Mali 2040, exercice qui permettra de renouer avec la planification quinquennale et pluriannuelle du développement, l'étude sur l'environnement et le changement climatique a été initiée pour dresser un état des lieux de l'environnement et du changement climatique sur la base des informations collectées, puis analyser les processus qui ont conduit à cette situation afin d'identifier les invariants, les tendances lourdes et les germes de changement. Il s'agissait aussi dans cette étude de mener une analyse approfondie des forces et des potentialités dans le domaine de l'environnement et du changement climatique ainsi que des faiblesses et des obstacles majeurs.
Revue de la littérature	✓ Association Internationale de climatologie (2015), Evolution récente de la pluviométrie en Afrique de l'Ouest à travers deux régions, la Sénégalie et le Bassin du Niger moyen, climatologie, volume 12, ✓ Famouké Traoré, Abdoulaye Bayoko, Sidi Konaté, Arona Coulibaly, Birama Diarra (2004), Etude des perspectives de changement climatique au Mali, MSAS ✓ GIZ () : Intégration du concept d'adaptation au changement climatique dans la planification communale, premières expériences au Mali

	✓ GREAT (2018), Perception des changements climatiques au Mali, Afrobaromètre round 7, mars ✓ Konrad Adenauer Stiftung (2012), Environnement et changement climatique au Maroc, diagnostic et perspectives, mai ✓ Observatoire du Sahara et du Sahel (2013), Projet amélioration de la résilience des populations sahéliennes aux mutations environnementales, analyse des processus décisionnels et définition du rôle de la population, rapport de l'étude nationale au Mali, août ✓ OIM (2011), Changement climatique, dégradation de l'environnement et migrations, mars ✓ République du Mali (1998), Etudes prospectives 2025, la dégradation des ressources naturelles, la préservation des équilibres écologiques et la problématique de la sécurité alimentaire au Mali, mai
Méthodologie	Il s'est agi essentiellement au cours de cette étude d'une combinaison de revue de littérature sur la thématique de l'environnement et du changement climatique et des recueils d'information auprès des personnes ressources et des services publics. Ainsi, l'on a pu recueillir auprès des services techniques des textes de loi et de rapports sur l'état des lieux de l'environnement et du changement climatique au Mali ainsi qu'une analyse des forces, faiblesses, des opportunités et menaces de l'environnement et du changement climatique au Mali.
Données utilisées	✓ Dispositions législatives et réglementaires organisant le secteur de l'environnement et du changement climatique ✓ Rapports d'études et de recherche sur l'environnement et le changement climatique ✓ Documents divers
Principaux résultats	✓ L'énergie consommée provient des ressources forestières et l'agriculture emploie plus de 80% de la population du Mali. Or, cette activité est fortement tributaire des variations climatiques ✓ Le Mali a adopté et voté de nombreuses lois et textes réglementant les secteurs de l'environnement et du changement climatique qui sont regroupés au sein du ministère chargé de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable (MEADD) ✓ Les données montrent que le budget alloué au ministère chargé de l'environnement et du changement climatique occupe moins de 1% du budget total de l'Etat contrairement à l'importance que requiert ces deux secteurs ✓ Les mécanismes internationaux contribuent aussi à la mise en action de résilience en injectant près de 586 millions de dollars provenant du FEM ✓ La tendance générale de la pluviométrie est à la baisse entre 1950 et 2013 ✓ Les acteurs locaux et les intervenants dans le domaine agricole des pays au Sahel expliquent les mauvais rendements ou la mauvaise situation économique, ou encore la déforestation ou la dégradation de l'environnement comme la conséquence de la baisse de la pluviométrie dans cette zone ✓ Le Sahel reste problématique pour les climatologues, ce qui explique le haut niveau d'incertitude dans les prévisions d'impacts du changement climatique ✓ La forêt qui procure 93% des besoins énergétiques des populations, a subi des modifications des formations naturelles dues essentiellement à l'aridité du climat, aux sécheresses successives et surtout aux activités anthropiques ✓ En matière d'assainissement, l'on note non seulement une insuffisance d'infrastructures mais aussi une quasi-absence de filière d'évacuation et de traitement des déchets, que ce soit en milieu urbain ou rural
Recommandations	Il faut entre autres: ✓ renforcer le système de planification et de la mise en valeur de l'environnement dans un cadre participatif et inclusif ✓ améliorer les prévisions météorologiques ✓ renforcer les capacités d'observation et de prévision à long terme ✓ intégrer le changement climatique dans les stratégies de développement ✓ développer une expertise nationale dans les domaines du changement climatique

1.2. Insécurité

☞ Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord au Mali



Depuis l'insurrection sécessionniste de 2012 au nord du pays et le coup d'Etat qui lui succéda, la situation au centre et au nord du Mali ne cesse de se dégrader. L'instabilité politique et sécuritaire est désormais persistante au nord. Malgré la signature de deux accords de paix entre les différents protagonistes, à Ouagadougou en juin 2013 et à Alger en juin 2015, prévoyant entre autres le retour des autorités maliennes, des zones entières du pays demeurent sans présence étatique. L'activité des groupes armés

indépendantistes ou pro-gouvernementaux est toujours intense au nord du pays tandis que la situation se dégrade fortement au centre faisant craindre une déstabilisation à long terme. Dans ces régions, la violence s'intensifie et vient s'ajouter à la menace terroriste qui se propage et aux activités criminelles qui prospèrent.

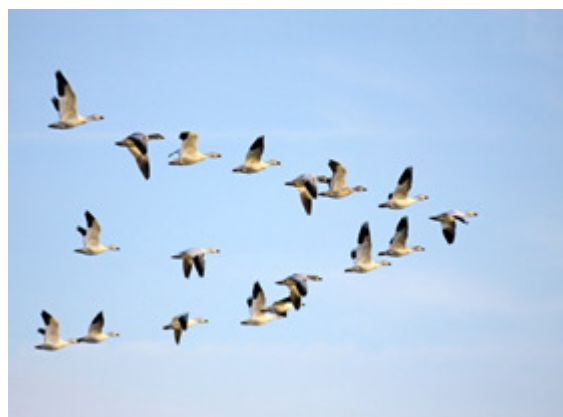
En février 2017, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobaromètre au titre du round 7 pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali" et spécifiquement sur la façon dont les ménages ont été affectés par la crise et le conflit du Nord, les séquelles du conflit et l'utilité des forces en présence pour le recouvrement de l'intégrité territoriale du pays. L'enquête a touché au total 1'200 individus âgés de 18 ans et plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako.

Problématique	Le rapport traite des impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord au Mali, i.e. ✓ la manière dont les ménages ont été affectés globalement et en termes d'abandon de maison, de perte d'emploi ou de changement d'occupation, d'effets psychologiques ou encore de prise en charge de personnes déplacées internes (IDP) ✓ l'intégrité territoriale et les séquelles de la crise et du conflit sous l'angle des impacts sur le pays dans son ensemble et de l'évaluation de l'utilité des forces armées quant au recouvrement de l'intégrité territoriale et enfin sous l'angle des perceptions du rôle et de la performance des forces armées maliennes (FAMA).
Pertinence politique	Depuis l'indépendance, le Mali a subi un nombre important de rebellions dont les effets ont sans doute conduit à sa déstabilisation. Ainsi, les événements de 2012, qui sont une suite logique des crises du Nord de 1964, 1990-96 et 2006, ont précipité le Mali dans une longue crise multidimensionnelle. Les efforts réalisés depuis n'ont empêché ni la récurrence des crises politico-sécuritaires au Nord, ni la permanence d'une forte pauvreté, de hauts taux de mortalité infantile ou encore de niveaux élevés de malnutritions chronique et sévère.
Revue de la littérature	✓ François Grünewald, Johanna Baché, Valérie Léon et Bonaventure Sokpoh (2015), La difficile gestion d'une crise complexe au Nord Mali, leçons tirées, février ✓ ODHD/LCP (2013), Impacts de la crise socioéconomique sur les Objectifs du millénaire pour le développement au Mali, mars ✓ Ladislav Nze Bekale (2017), Crise de l'Etat et conflit identitaire : la construction de la décentralisation à la reconstruction post-conflit de l'Etat après le coup d'Etat de 2012 au Mali, NDR n°26, février ✓ IRIS (2018), Le contexte sécuritaire au Nord et centre du Mali : les jeux d'acteurs à l'horizon, 2019 ✓ ODHD/LCP (2013), Effets économiques et financiers de la crise politique et sécuritaire 2012 au Mali : analyse de la situation et énoncé de mesures

	conservatoires, février
Méthodologie	Le rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait à la manière dont les ménages ont été affectés par la crise et le conflit du Nord, aux séquelles du conflit et à l'utilité des forces en présence pour le recouvrement de l'intégrité territoriale du pays.
Données utilisées	✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7, Mali
Principaux résultats	✓ Il y a manifestement un effet régional dans la manière dont les maliens ont été affectés d'une manière ou d'une autre par la crise et le conflit du Nord, plus dans les trois régions du Nord, Tombouctou, Gao et Kidal, que dans le reste du pays. Qu'il s'agisse d'abandon de maison, de perte d'emploi ou de changement d'occupation ou d'effets psychologiques. ✓ Les impacts sur les ménages varient également selon le milieu de résidence (urbain ou rural), l'âge, le niveau d'éducation et la religion, plus grands parmi les urbains que les ruraux, les 18 – 25 ans et les 36 – 45 ans plus proportionnellement affectés que les autres groupes d'âge, les personnes de niveau d'éducation secondaire et plus également plus affectées que les autres, les musulmans plus que les animistes et ceux-ci plus que les chrétiens. ✓ La situation des réfugiés est notablement le fait des régions de Kidal, Tombouctou et Gao, beaucoup moins dans les autres régions avec aucun impact à Sikasso. S'agissant des pertes d'emploi, les urbains en ont été plus affectés que les ruraux, les hommes plus que les femmes, les régions du Nord plus que les autres. Les effets psychologiques de la crise et du conflit ont bien plus été observés à Kidal et Tombouctou avec beaucoup moins de cas à Gao, plus chez les urbains que les ruraux, proportionnellement plus les musulmans, surtout confrériques, que les autres citoyens. ✓ L'effet régional persiste quant aux perceptions de l'utilité des forces armées maliennes à recouvrer l'intégrité territoriale et l'unité nationale, alors que disparaissent les particularités genre, éducationnelles, générationnelles ou religieuses. Ainsi à Kidal, les répondants estiment que les FAMA protégeraient peu contre les menaces sécuritaires internes et externes. ✓ C'est à Ségou, que l'on pense que les FAMA reçoivent rarement la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces. ✓ Les résidents des régions de Mopti, Koulikoro et Kayes estiment très largement que les FAMA traitent avec beaucoup de professionnalisme et respectent beaucoup les droits humains contrairement aux régions de Kidal et de Gao. Sur ce sujet, il y a un effet éducationnel qui est que plus le niveau d'éducation augmente, moins l'on a une opinion favorable au professionnalisme et au respect des droits des citoyens des FAMA
Recommandations	✓ Renforcer le dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales décentralisées autour de la reprise des services sociaux de base ✓ Améliorer la délivrance des services pour rendre réels des dividendes de la paix ✓ Restaurer la confiance dans la gouvernance ✓ Redéployer l'armée sur toute l'étendue du territoire ✓ Former les forces armées de sécurité et de défense aux droits humains

1.3. Migration

☞ Perceptions populaires de la migration au Mali



Le Mali a de tout temps été une terre de migration. La politique migratoire est donc l'une des priorités de l'agenda politique national. Cet intérêt est largement réaffirmé dans la Politique migratoire nationale du Mali adoptée en septembre 2014, dont l'un des axes centraux est l'amélioration des connaissances sur les migrations. (Guide d'utilisation des données migratoires). Le 3 septembre

2014, la Politique nationale sur la migration a été adoptée en Conseil des ministres, avec pour vision de faire de la migration un véritable "atout pour le développement du pays", un facteur de croissance économique et de promotion sociale pour réduire durablement la pauvreté. (Guide d'utilisation des données migratoires).

Nous utilisons les données provenant de l'Enquête Afrobaromètre du Round 7 réalisée par le GREAT au Mali en février 2017. Les perceptions ont plus précisément trait à la dépendance des ménages des transferts de fonds, aux personnes qui ont vécu à l'extérieur plus de 3 mois au cours des 3 dernières années, à la manière dont les gens préparent une émigration et les différentes raisons d'émigrer.

Problématique	Le rapport traite successivement de: ✓ La dépendance des ménages des transferts de fonds des migrants ✓ L'expérience de vivre hors du pays au cours des 3 dernières années ✓ Le projet d'émigration ✓ Les raisons de vous faire quitter le Mali.
Pertinence politique	Le Mali est principalement un pays d'émigration, bien que l'immigration de transit, encore faiblement appréhendée à ce jour, constitue également un élément important du profil migratoire malien. Le taux net de migration (pour 1 000 personnes) était de -5,7 sur la période 1995-2000 et de -2,4 sur la période 2000-2005 (Division de la population des Nations unies (DPNU), 2008). L'immigration joue un rôle secondaire puisque en 2007, 98,5% de la population vivant au Mali était de nationalité malienne. Parmi les 1,5% d'étrangers, 1,2% étaient des ressortissants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (ANPE/DOEF, 2007). Au Mali, les motifs de départ déterminants seraient la pauvreté, de plus en plus importante, notamment en raison de la croissance démographique, l'augmentation du chômage et les conditions climatiques difficiles. Le milieu rural constitue le principal pourvoyeur de migrants au Mali. Selon les données de l'Enquête malienne sur les migrations et l'urbanisation de 1992-1993, près de la moitié des flux migratoires proviennent du milieu rural (454 500), et 62 % de ces flux sont dirigés vers l'étranger. Les facteurs géo-climatiques ont également contribué à amplifier les mouvements migratoires dans le pays. Différents d'une région à l'autre, ces facteurs sont notamment la présence d'un écosystème fragile, les déficits hydriques et l'irrégularité des pluies et la pression sur les ressources naturelles dans des contextes de densité de population élevée
Revue de la littérature	✓ OIM, Migration au Mali, profil national 2009 ✓ Sékouba Diarra, Migrations et pauvreté au Mali ✓ OIM (2013), La crise au Mali sous l'angle de la migration, juin ✓ OIM (2018), Profil de gouvernance de la migration, la République du Mali, mai ✓ Arouna Sougané (2015), L'émigration au Mali : Impacts sur les ménages d'origine

	- et d'insertion des migrants de retour ✓ Flore Gubert (2009), La migration facteur de développement : la région de Kayes, Accueillir n°252, décembre ✓ Djibonding Dembélé (2010), Le cadre général de la migration au Mali
Méthodologie	Le rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont trait à la dépendance des ménages aux transferts de fonds, aux personnes qui ont vécu à l'extérieur plus de 3 mois au cours des 3 dernières années, à la manière dont ils préparent une émigration et les différentes raisons d'émigrer.
Données utilisées	✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7, Mali
Principaux résultats	✓ Près de 30% des ménages dans la région de Kayes dépendent des transferts de fonds des migrants ✓ Les maliens sont 13% à dépendre des transferts de fonds en général et parmi ceux qui reçoivent des fonds de transferts des migrants ils sont 18% à dire que leurs conditions de vie sont bien meilleures ✓ Selon l'activité principale des enquêtés, les commerçants hommes sont les plus à dépendre des fonds de transferts (21%). Au niveau des agriculteurs, ils sont tous au même niveau de dépendance des fonds de transferts 15% (hommes, femmes) ✓ La plupart des maliens dans la région de Kayes a émigré tout récemment 58%, ce qui explique aussi la courte durée des expériences de retour ✓ Le plus grand nombre des enquêtés qui indiquent un désir de s'engager dans la migration se trouve dans la région de Kayes avec 13% en cours et 9% dans 1 à 2 ans ✓ En milieu urbain, ils sont 16% à préparer une émigration dans 1 à 2 ans.
Recommandations	✓ Initier des projets/programmes de résilience en faveur des personnes pauvres puisque les facteurs déterminants de la migration semblent être la pauvreté et les déséquilibres créés par la pression démographique sur les ressources naturelles ainsi que les facteurs climatiques ✓ L'amélioration des données sur la migration doit passer par la mise en place d'un partenariat solide incluant les services centraux de l'Etat, les établissements publics à caractère administratif, les projets impliqués dans la gestion des flux migratoires ✓ L'amélioration de la gestion de la migration par l'estimation précise du nombre et des caractéristiques des Maliens de l'extérieur, l'analyse des nouvelles tendances migratoires, l'analyse de l'apport financier, économique, technique et social des migrants, l'information et la sensibilisation sur les problèmes liés à l'émigration irrégulière, etc.

1.4. Emploi et conditions de vie des ménages

👉 Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2017)



Les questions relatives à l'emploi des jeunes ont fait l'objet d'un intérêt grandissant ces dernières années. La

difficulté à acquérir une première expérience professionnelle, l'instabilité des parcours professionnels caractérisés par des alternances emploi-chômage et la précarité des conditions de travail décrivent la donne de l'accès à l'emploi pour la plupart des jeunes, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

Les jeunes issus de groupes sociaux défavorisés et particulièrement ceux vivant en milieu rural sont beaucoup plus touchés,

perpétuant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le défi de l'emploi des jeunes, en général, et celui des jeunes vivant en milieu rural, en particulier, est d'autant plus préoccupant au Mali qu'un nouveau document de politique nationale de l'emploi a été élaboré et adopté en 2014 avec comme objectif global de contribuer à l'accroissement des opportunités d'emplois

décents non seulement en milieu urbain mais aussi en milieu rural. La production et la publication annuelle, par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), des indicateurs sur le marché du travail à partir des données de l'enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages s'inscrivent dans le cadre du suivi des résultats de cette politique.

Problématique	La problématique de l'emploi et du chômage constitue un défi majeur à relever par les autorités politiques et administratives du pays. Aujourd'hui, il apparaît clairement que cette problématique est au centre des préoccupations des plus hautes autorités. En témoigne la mise en œuvre de certains programmes, notamment le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD), le Programme emploi jeunes (PEJ I et II), la Politique nationale de l'emploi et la Politique nationale de la formation professionnelle, etc. En dépit des résultats enregistrés par ces différents programmes, les défis liés à l'emploi semblent demeurer. En effet, de 1998 à maintenant, des incertitudes demeurent vives, notamment en ce qui concerne la durabilité de la croissance économique et la création d'emplois dont le nombre est de plus en plus insuffisant au regard de l'arrivée sur le marché du travail de nombreux jeunes y compris des jeunes diplômés, du secondaire comme du supérieur. Pour mesurer les progrès réalisés, procéder à des comparaisons avec d'autres pays de la sous-région et pouvoir apporter les correctifs nécessaires il est utile de connaître la situation du marché du travail ainsi que le niveau de ses indicateurs.
Pertinence politique	En 2014, le Mali a élaboré et adopté un nouveau document de politique nationale de l'emploi avec comme objectif global de contribuer à l'accroissement des opportunités d'emplois décents non seulement en milieu urbain mais aussi en milieu rural. Pour atteindre cet objectif, de nombreuses initiatives ont été prises par les pouvoirs publics notamment la création de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) qui est chargé de conduire des études et recherches afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle. La production et la publication annuelle des indicateurs sur le marché du travail à partir des données de l'enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages s'inscrivent dans ce cadre. La nécessité d'actualiser ces indicateurs pour les pays et notamment pour le Mali est apparue suite à la 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail, à l'issue de laquelle une nouvelle résolution a été adoptée.
Revue de la littérature	✓ ONEF, ENEM 2015 ✓ ONEF, ENEM 2016 ✓ BIT (2012), Études, rapports et documents de travail, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes, Genève. ✓ BIT (1998), Mesure du sous-emploi, GENÈVE, 6-15 octobre
Méthodologie	✓ Analyse statistique ○ Apurement et traitement des données du module emploi de l'EMOP ○ Production de tableaux ○ Calcul d'indicateurs du marché du travail
Données utilisées	✓ Données du module emploi de l'EMOP 2017
Principaux résultats	✓ La population en âge de travailler (15 ans et plus) représente la moitié de la population totale ✓ La population en âge de travailler comprend 64% de population en emploi, 30% de population hors-main d'œuvre, 6% de population au chômage ✓ Six maliens sur dix (60.4%) travaillent normalement à hauteur de 35-48 heures par semaine tandis que 20% sont en sous-emploi (moins de 35 heures hebdomadaires) ou encore en durée excessive de travail (plus de 48 heures de travail hebdomadaire). ✓ Plus de six jeunes sur dix sont en emploi au Mali (62.5%) à raison de 72.9% les jeunes hommes contre 54.4% les jeunes femmes.

	✓ Le taux de bas salaire est de 24.5%, à raison de 15.9% pour les hommes et de 35.2% pour les femmes.
Recommandations	Il faut investir à la fois ✓ dans l'éducation et dans la lutte contre le chômage des jeunes, surtout des jeunes diplômés ✓ dans la création d'emplois à composante cognitive plus importante et surtout dans le salariat pour en même temps réduire le poids de l'emploi informel dans l'emploi au Mali ✓ dans la transformation structurelle de l'économie, dans la technologie et l'innovation, surtout pour absorber la sous-utilisation de la main-d'œuvre, juvénile et au-delà.

👉 **Recueil, apurement et nettoyage des bases de données sur les conditions de vie des ménages**



GREAT et l'Université de Wisconsin-Madison (USA), il est prévu d'utiliser les micro-données nationales du Mali pour réaliser une série d'études sur les conditions de vie des ménages. Pour se faire, le choix a porté sur les données EMOP de différentes éditions, d'où le besoin de nettoyer et mettre en cohérence ces différentes bases de données.

Dans le cadre de la collaboration entre

Problématique	Pour analyser les conditions de vie des ménages dans le temps, il faut disposer d'une série de bases de données harmonisées. En vue d'une série d'études collaboratives avec l'Université de Wisconsin-Madison (USA) devant analyser l'évolution des conditions de vie des ménages et en lien avec différentes caractéristiques de ces ménages dont la présence d'infrastructures industrielles et sociales dans la collectivité territoriale de résidence, les bases de données de différentes éditions de l'EMOP ont été apurées, traitées et mises en cohérence par GREAT. Ce travail de nettoyage et d'harmonisation a été réalisé sur les données des éditions de 2011 à 2017.
Pertinence politique	Ces données apurées et harmonisées entrent en droite ligne: ✓ De la politique de décentralisation ✓ du suivi-évaluation des ODD ✓ du suivi-évaluation du CREDD
Revue de la littérature	✓ GREAT(2015), Étude sur l'impact de l'extraction minière sur les finances communales
Méthodologie	Apurement puis comparaison et harmonisation des bases de données 2 à 2 en commençant par celle de 2011 ✓ Correction des incohérences entre variables ✓ Recodification et/ou création de nouvelles variables au besoin ✓ Correction de valeurs aberrantes ✓ Comparaison et harmonisation des noms, labels et formats des variables entre les bases
Données utilisées	✓ Données du module emploi de l'EMOP 2011-2017
Principaux résultats	Des bases de données ménages et individus apurées et harmonisées avec : ✓ Les mêmes noms et labels pour les variables équivalentes dans les différentes bases ✓ Les nombres de variables et d'observations contrôlés ✓ Les formats de variables harmonisés ✓ Les incohérences entre variables corrigées

	✓ Les valeurs aberrantes des variables corrigées
Recommandations	Il faudrait ✓ faire un effort pour garder les mêmes noms, codifications et labels de variables d'une enquête à l'autre ✓ pour les nouvelles variables, garder autant que possible la même logique de codification des valeurs des variables

1.5. Intégration régionale

👉 Étude sur "l'État des lieux de la mise en œuvre du TEC-CEDEAO effets sur les filières agricoles et agroalimentaires"



Après la notification à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en juillet 2005 de l'instauration de sa zone de libre-échange, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a poursuivi son processus d'intégration économique en adoptant plusieurs instruments dont deux majeurs, liés respectivement au développement agricole et au commerce. Ce sont, la politique agricole commune (ECOWAP) instaurée depuis 2005, dont la mise en œuvre conduit actuellement à la formulation du programme régional et des programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN et PNIASAN), et le Tarif

extérieur commun (TEC) appliqué depuis 2015 en vue de la constitution d'une union douanière ouest africaine.

L'entrée en vigueur du TEC, le 1^{er} janvier 2015, consacre l'effectivité de l'union douanière des 15 Etats membres. Sur une période de cinq ans, à compter de cette date, les Etats membres organisent progressivement la convergence du traitement tarifaire des produits entrant dans la communauté vers les niveaux définis par le TEC.

Dans cette étude, il s'agit ici, d'une part, de faire un état des lieux du processus d'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest jusqu'à l'entrée en vigueur du TEC de la CEDEAO, d'autre part d'explorer et analyser la mise en œuvre des mesures complémentaires de protection (MCP) et des mesures nationales de protections (MNP) des filières locales.

Problématique	En plus des droits de base que sont le DD, la RS et le PCI, le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO prévoit la possibilité pour tous les États membres d'appliquer de manière transitoire, à partir du 1^{er} janvier 2015, deux mesures complémentaires de protection, à savoir la TAI (Taxe d'ajustement à l'importation) et la TCP (Taxe complémentaire de protection). Étant donné la possibilité pour un État membre de prendre des mesures nationales de protection (MNP) sans concertation avec les autres pour des raisons diverses dont le soutien à certaines filières agricoles jugées stratégiques, cette étude examine l'état d'application de telles mesures, évalue et analyse leurs équivalents tarifaires au regard de l'objectif final d'intégration et essaye d'identifier les difficultés rencontrées. De manière complémentaire, elle fait l'état de la mise en œuvre du TEC sur les produits agricoles et agroalimentaires sensibles ou stratégiques dans chacun des quinze États membres et analyse les enjeux réels de l'application des MNP sur certains desdits produits.
----------------------	---

Pertinence politique	Cette étude permettrait d'argumenter, à l'aide d'évidences empiriques, en faveur de la prise en compte du développement agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la mise en œuvre et l'adaptation progressive de la politique régionale de protection tarifaire. Cela prendrait en compte la cohérence avec le principe de différenciation de la protection en fonction de la compétitivité des filières locales, du caractère stratégique des produits considérés et des conditions de la concurrence internationale.
Revue de la littérature	✓ Bourgui YERIMA/Commission de la CEDEAO (2016) ✓ Diouf El Hadj Abdourahmane (2012) ✓ Massa Coulibaly, Daniel Plunkett (2006)
Méthodologie	✓ Collectes de données secondaires et de données primaires par enquête auprès de personnes ressource ✓ Analyse des données sur le tableur Excel et le logiciel de statistique Stata : ○ mettre l'ensemble des données des pays dans une base, ○ regrouper les pays partenaires en zones commerciales, et ○ classer les produits en groupes homogènes et les taxes selon leur nature ○ analyse statistique des données ○ calculs d'indicateurs commerciaux et de protection ○ méthode d'évaluation des mesures de protection et de sauvegarde commerciales
Données utilisées	✓ Données du commerce extérieur des pays de la communauté, produites par les directions générales des douanes des pays ✓ Données d'enquêtes sur les politiques nationales agricoles (filières stratégiques et mesures complémentaires de protection), auprès de personnes ressources.
Principaux résultats	✓ Face aux défis liés à l'enjeu de négociation OMC des taux de droits de douane consolidés, 5 options envisageables : ○ le reversement de compensations pouvant porter sur d'autres produits sans donc modifier le TEC ○ la modification de la liste des concessions à travers la procédure de l'Article 28 du GATT de 1994 ○ l'évaluation de l'incidence générale des droits sur la base des droits réellement appliqués et non des droits indiqués dans le TEC officiel ○ une consolidation régionale au niveau de la CEDEAO, à un taux suffisamment élevé (minimum 35%), pour les produits stratégiques ○ la renégociation des concessions tarifaires dans le contexte de l'établissement d'une union douanière ✓ Le TEC est entré en vigueur dans neuf pays, à savoir ceux de l'UEMOA à l'exception de la Guinée-Bissau, le Ghana et le Nigéria. ✓ Quatre pays ont adopté des mesures complémentaires : la TAI au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali et la TCI au Mali et au Sénégal ✓ Certains pays ont créé des taxes intérieures qui sont prélevées à la frontière : des droits d'accise au Ghana, au Mali et au Sénégal, des acomptes sur divers produits au Bénin, au Ghana, au Niger et au Mali.
Recommandations	✓ La Commission doit suivre activement la mise en application du TEC par la collecte trimestrielle ou semestrielle de données sur les produits agricoles et agroalimentaires mais aussi tous les produits industriels ✓ Sous la coordination de la Commission de la CEDEAO, certains pays doivent se mettre à jour auprès de l'OMC puisqu'avec le TEC CEDEAO, les droits et taxes consolidés qu'ils avaient transmis à l'OMC sont largement dépassés ✓ La commission de la CEDEAO doit mettre davantage l'accent sur l'harmonisation des mesures non tarifaires qui doivent être recensées et converties systématiquement en équivalents tarifaires dans les pays qui ne l'ont pas encore fait

1.6. Planification stratégique

👉 Le Mali à bâtir : Rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne



Dans le cadre des activités du diagnostic post-CREDD, une enquête auprès des populations a été menée du 19 juin au 9 juillet dans les 8 régions administratives du pays ainsi que dans le district de Bamako. Elle a touché un échantillon représentatif

de 1200 personnes des deux sexes âgées de 18 ans et plus, à raisons de 8 personnes dont 4 femmes par SE, soit un total de 150 sections d'énumération (SE) ou zones de dénombrement réparties entre les régions proportionnellement à leurs poids dans la population adulte de 2018 telle que projetée par la Direction nationale de la population (DNP).

Le traitement des données issues de l'enquête alimente le présent rapport qui porte donc sur les perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants, perceptions relatives aux caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon, à la situation générale du pays et aux conditions de vie des ménages, aux principaux problèmes de développement, à la cohésion sociale, à la démocratie et la gouvernance, au partenariat du pays avec la communauté internationale.

Problématique	Dans le cadre du renouvellement du CREDD, il est apparu nécessaire de poser un diagnostic plus ou moins complet du pays. Comme éléments de ce diagnostic, la description du Mali actuel et la définition du "Mali à bâtir", telles que perçues par les populations, passe par un sondage d'opinion auprès des maliens adultes des 2 sexes sur toute l'étendue du territoire. Ce rapport analyse les résultats de cette enquête et traite successivement: ✓ des caractéristiques sociodémographiques des participants à l'enquête ✓ des conditions de vie des ménages ✓ de la pauvreté (perçue, subjective, expérimentée) et de la privation ✓ de la protection sociale ✓ des priorités de développement du pays ✓ de la démocratie et de la gouvernance ✓ du partenariat en termes de l'utilité de la communauté internationale pour le Mali
Pertinence politique	Cette étude permet d'inférer les objectifs de développement durable prioritaires du pays à partir des perceptions populaires des principaux problèmes auxquels le pays est confronté et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Ce sont autant de priorités de développement d'aujourd'hui et de demain puisque la question est reprise pour les 5 prochaines années. Au préalable, il est procédé à une évaluation de la situation actuelle du pays en termes économique, politique et sécuritaire, les mêmes aspects étant scrutés en perspectives d'avenir. Toutes ces données peuvent alimenter la définition de la stratégie de développement à court et moyen terme.
Revue de la littérature	✓ Massa Coulibaly (2018), Mali,: Priorisation des problèmes de développement et des ODD
Méthodologie	✓ Analyse statistique

	○ Production de tableaux et de graphiques ○ Calcul de pourcentage et de corrélation ✓ Méthodologie des vignettes
Données utilisées	✓ Données d'enquête auprès d'un échantillon de 1200 adultes (hommes et femmes)
Principaux résultats	✓ Propres conditions de vie : 2/5 la décrivent comme étant tantôt bien, 2/5 comme tantôt mal et le dernier cinquième, ni bien ni mal. ✓ Un quart des ménages maliens utilise l'électricité fournie par EDM avec moins d'un dixième en milieu rural. Le taux d'accès à l'eau de robinet n'est que de 44%, 34% en milieu rural et 77% en milieu urbain. ✓ Pour deux maliens sur trois, la situation actuelle du pays est perçue comme étant plutôt mauvaise, au triple plan sécuritaire (66%), politique (68%) et économique (76%). ✓ Pour près de quatre maliens sur cinq, les qualités humaines qu'il serait important de développer chez les enfants et les jeunes sont le respect des autres, le travail, l'honnêteté, la loyauté et l'obéissance. ✓ Au total, sept maliens sur dix se définissent soit en termes de groupe ethnique d'appartenance (56%) soit en termes religieux (14%). Seulement 2% des maliens se définissent en termes de classe sociale ou ne se considèrent que maliens. ✓ Dans leurs relations avec les agents publics, 56% des maliens ne se sentent pas respectés et 46% estiment qu'ils sont pris pour moins que rien. ✓ Confiance aux institutions : plus de sept maliens sur dix font confiance aux FAMA (83%), aux chefs coutumiers (79%) et aux leaders religieux (74%). A contrario, à peine un tiers des maliens fait confiance au gouvernement ou aux syndicats (38%), à l'Assemblée nationale (32%) ou aux politiciens (20%). ✓ Sur l'avenir, sept maliens sur dix estiment que dans les 2-5 prochaines années, le pays va recouvrer la paix et la sécurité ainsi que son intégrité territoriale, mais moins d'un malien sur deux espère que le pays se développe dans les 10 prochaines années voire plus ✓ Pour trois maliens sur cinq, la communauté internationale serait utile en matière d'aide humanitaire alors qu'ils sont moins d'un sur deux à croire en l'utilité de cette même communauté internationale dans les domaines de la promotion de la démocratie (41%), du développement économique du Mali (44%), de la protection des droits humains (46%) ou de la paix et de la sécurité (47%).
Recommandations	✓ La majorité des maliens souhaiterait que des organismes internationaux deviennent d'importants partenaires politiques de leur pays sans pour autant que certains pays de ces organismes, et pas des moindres, ne le soient. Ceci indique qu'il faudrait, pour se conformer au point de vue des citoyens, privilégier la coopération multilatérale à celle bilatérale. ✓ On est loin de prendre un usager de service public pour un client à traiter avec tous les égards encore moins pour un supérieur devant être traité avec tous les honneurs. Il faudrait prendre des mesures allant dans le sens du changement de mentalité pour un meilleur traitement des usagers des services publics par les agents publics.

👉 **Elaboration du CREDD, Rapport de diagnostic stratégique**



Le document de référence des politiques de développement en vigueur au Mali demeure le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable. Le CREDD 2016-2018 arrivant à échéance en décembre 2018, une nouvelle stratégie nationale de développement (CREDD 2019-2023) doit être élaborée. A la différence du précédent (CREDD 2016-2018), le nouveau document de référence

de moyen terme est fondé sur une nouvelle vision de long terme, Mali 2040, conformément aux conclusions de la Journée de la prospective de janvier 2014.

Aussi, le présent rapport diagnostic sert-il de tronc commun en tant que diagnostic stratégique à la fois au CREDD et à la vision de long terme Mali 2040.

Problématique	L'élaboration du CREDD 2019-2023 et de la vision Mali 2040 se base entre autres sur un Diagnostic stratégique de la situation actuelle et des perspectives du pays. Le présent rapport entre dans ce cadre et traite successivement du contexte d'élaboration du CREDD 2019-2023, des perceptions des populations sur les priorités de développement du pays, de l'analyse rétrospective des problèmes de développement, de l'analyse structurelle du "système Mali" et enfin des problématiques du développement. Les perceptions des populations sont relatives à la situation politique, sécuritaire et économique du pays, aux priorités de développement aujourd'hui et demain, aux défis et enjeux du développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.
Pertinence politique	Le diagnostic stratégique permet d'avoir une connaissance plus ou moins complète de la situation du pays, situation sur laquelle peuvent s'appuyer non seulement les stratégies globales de développement à court et moyen termes mais aussi les différentes politiques sectorielles. C'est une étape et un instrument crucial dans la planification du développement.
Revue de la littérature	✓ Le Mali à bâtir, Rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne ✓ Études thématiques sur les problématiques de développement dans le cadre du renouvellement du CREDD ✓ Rapport d'analyse structurelle du système Mali dans le cadre du renouvellement du CREDD
Méthodologie	✓ Revue et synthèse documentaires ✓ Analyse statistique
Données utilisées	✓ Données de l'enquête diagnostic de la société malienne pour le renouvellement du CREDD ✓ Données de l'analyse structurelle pour le renouvellement du CREDD ✓ EMOP 2011, 2013-2017
Principaux résultats	✓ Perceptions des priorités de développement ○ Pessimisme quant à la situation actuelle jugée difficile mais optimisme quant à l'amélioration de la situation politique dans les 5 prochaines années ○ Domaines de développements perçus prioritaires : Alimentation et agriculture, Gouvernance, les services publics (éducation, logement, eau et électricité, enfants dans la rue, mendicité et autres services sociaux de base) ○ ODD perçus prioritaires, ODD 2 (Élimination de la faim), 16 (Bonne gouvernance) et 3 (Santé) ✓ Problématique de développement ○ Déficit de gouvernance ○ Persistance de l'insécurité et dégradation du climat du vivre ensemble des communautés nationales ○ Économie essentiellement portée par les secteurs primaire et tertiaire, peu diversifiée/industrialisée et peu créatrice d'emplois décents ○ Environnement en constante dégradation et peu de résilience au changement climatique ○ Un capital humain insuffisamment valorisé ✓ Déterminants de la dynamique du système Mali ○ Les variables influentes ou variables motrices : les variables Mondialisation, Intégration régionale et Rôle des institutions de Breton Woods ○ Les variables enjeux : la variable Dépendance extérieure occupe cette position et confirme le caractère très influent des déterminants extérieurs déjà signalé. ○ Les variables dépendantes : la grande majorité des variables socio-économiques (Pauvreté et inégalité, État de santé, Autonomisation de la femme, Emploi, Croissance économique) ○ Les variables autonomes : les variables Scolarisation des filles, Endettement, Éducation environnementale, Solidarité et protection sociale

Recommandations	✓ Le système peut être qualifié de "relativement stable" ce qui veut dire qu'il n'y a pas de raison de ne pas aboutir aux résultats attendus si les décisions requises sont prises et/ou les actions pertinentes menées. Il est donc nécessaire qu'une évaluation rigoureuse de la pertinence des politiques soit menée. Ici revient la question récurrente de la mise en place d'un système efficace de planification et d'évaluation des politiques publiques. ✓ Les politiques minières et de développement des TIC apparaissent très influentes et peuvent constituer des leviers importants pour catalyser le développement des autres secteurs de l'économie. De même, les politiques énergétiques et d'investissement occupent une place privilégiée d'enjeu. Elles apparaissent comme constituant un impératif structurel pour la dynamique du système, d'où la nécessité d'une politique énergétique bien pensée et correctement mise en œuvre et d'une politique d'investissement bien orientée. ✓ On assiste à une montée en puissance des influences extérieures avec la mondialisation et le rôle des institutions de Bretton Woods. Il apparaît nécessaire, pour tirer le meilleur parti de ces déterminants extérieurs, de s'appuyer (i) sur le processus d'intégration dans lequel le pays doit jouer un rôle dynamique dans tous les domaines (économique, social, culturel, technologique, environnemental, sécuritaire) et (ii) sur des institutions fortes et un État crédible dont le rôle se révèle prééminent. ✓ Le terrorisme et l'extrémisme violent occupent une position très influente Il est donc urgent non seulement d'intensifier la lutte contre ces phénomènes dans le cadre des initiatives actuelles, mais aussi de mettre en place des politiques pour limiter leurs influences négatives sur la société. ✓ L'action gouvernementale doit s'appuyer sur les leviers de la cohésion sociale que sont les légitimités traditionnelles, les religions, les valeurs culturelles et la justice. Elle doit également prendre appui sur le socle de stabilité que constituent la décentralisation-régionalisation, la migration et la stabilité sociopolitique. ✓ Il apparaît nécessaire de développer la citoyenneté et le civisme notamment en emmenant les partis politiques à jouer effectivement leur rôle de formation et de mobilisation de leurs militants.
-------------------------------	--

☞ **Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023)**



Le Mali se relève progressivement de la crise multidimensionnelle de 2012 qui a impacté profondément le cours de son évolution politique, institutionnelle, économique et sociale. Pour relever les défis liés à la sortie de crise, le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable "CREDD 2016-2018", a été élaboré pour prendre en charge, en plus des orientations du Cadre stratégique pour la croissance et la

réduction de la pauvreté (CSCR 2012-2017), celles de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, et des autres documents de politique.

Cette stratégie se fonde sur le Projet de société du Président de la République "Notre Grand Mali avance" énoncé dans son Programme 2018-2023 et la Lettre de mission assignée au Premier ministre, articulé autour de 5 axes, à savoir (i) la gouvernance et les réformes politiques et institutionnelles, (ii) la promotion d'une croissance inclusive, (iii) le développement du capital humain et l'inclusion sociale, (iv) l'environnement, le changement climatique et le développement durable,

(v) la diplomatie, la coopération internationale et le partenariat.

Le CREDD 2019-2023 constitue une stratégie crédible à la fois ambitieuse et réaliste, qui traduit la forte volonté politique et la détermination résolue des

plus hautes autorités du pays, à élever leur ambition sur la transformation structurelle de notre économie en vue de réaliser les gains de productivité nécessaires pour impulser une croissance économique forte à la base diversifiée, permettant de réduire significativement la pauvreté.

Problématique	Sur la base des résultats des études thématiques, de l'analyse structurelle du "Système Mali" et de l'enquête de perceptions auprès des populations maliennes, un ensemble de problématiques majeures et de priorités convergentes de développement se dégagent pour constituer la trame de fond de la nouvelle stratégie nationale de développement de notre pays. Les principales problématiques de développement qui découlent de l'analyse, rétrospective comme structurelle sont relatives au déficit de gouvernance, à la détérioration du vivre ensemble des communautés nationales, à la faible diversification de l'économie davantage portée par les secteurs primaire et tertiaire et peu créatrice d'emplois décents, à la dégradation continue de l'environnement avec peu de résilience au changement climatique, et à la faible valorisation du capital humain. Le CREDD 2019-2023 est une réponse forte à ces problématiques de développement. Il est articulé autour des cinq axes suivants, (i) consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance, (ii) restauration de la paix et de la sécurité et renforcement du vivre ensemble, (iii) croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie, (iv) protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique, et (v) développement du capital humain.
Pertinence politique	Le CREDD constitue un cadre de référence pour toutes les politiques, autour duquel convergent les efforts de toutes les parties prenantes, État, Collectivités, Secteur privé, Organisations de la société civile, Partenaires techniques et financiers. Il garantit une certaine cohérence dans l'articulation des politiques sectorielles en faveur d'objectifs globaux et spécifiques bien définis.
Revue de la littérature	✓ Élaboration du CREDD, Rapport de diagnostic stratégique ✓ Étude nationale prospective Mali 2025 ✓ Stratégie spécifique de développement intégré des régions du Nord du Mali (SSD/RN) ✓ L'Agenda 2030 des Nations unies
Méthodologie	✓ Revue et synthèse documentaire ✓ Planification stratégique
Données utilisées	✓ EMOP 2011, 2013-2017
Principaux résultats	✓ Résultats du diagnostic stratégique ✓ Projet de société du Président de la république ✓ Agenda 2030 et les 17 ODD des Nations unies ✓ Agenda 2063 de l'Union africaine ✓ Vision, "Un Mali bien gouverné, où le vivre ensemble harmonieux des différentes composantes de la société est restauré, la paix consolidée et la sécurité collective et individuelle assurée dans l'unité, la cohésion et la diversité, où le processus de création de richesse est inclusif et respectueux de l'environnement et où le capital humain est valorisé au bénéfice notamment des jeunes et des femmes". ✓ Cinq axes stratégiques 1. Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance (4 objectifs globaux, 13 objectifs spécifiques) 2. Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble (2 objectifs globaux, 6 objectifs spécifiques) 3. Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie (5 objectifs globaux, 15 objectifs spécifiques) 4. Protection de l'environnement et développement de la résilience au

	changement climatique (2 objectifs globaux, 5 objectifs spécifiques) 5. Développement du capital humain (6 objectifs globaux, 17 objectifs spécifiques) ✓ Coût global de la mise en œuvre du CREDD : 13 876 milliards de FCFA sur la période 2019-2023, hors service de la dette publique, pour le scénario tendanciel, soit une moyenne annuelle de 2 775,2 milliards de FCFA ✓ Mise en œuvre et suivi-évaluation ○ Principes directeurs, Déclinaison régionale et locale, Performance budgétaire et gestion axée sur les résultats, Priorisation, Redevabilité ○ Dispositif de suivi-évaluation : Alignement et prise en compte des ODD dans le CREDD, Pilotage et suivi-évaluation du CREDD et des ODD, Organisation des revues du CREDD et des ODD ○ Mesures d'accompagnement, Renforcement des capacités du système de planification et de gestion du développement ○ Les risques pour la mise en œuvre du CREDD 2019-2023 : L'insécurité collective et individuelle, Une conjoncture économique internationale défavorable, L'incertitude liée à la capacité de mobiliser les ressources nécessaires, Les aléas climatiques.
Recommandations	Le Mali est engagé dans les instances sous-régionales (UEMOA, CEDEAO), continentales (Union Africaine) et internationale (Nations unies) afin de défendre sa vision du développement et de développer des partenariats équilibrés et innovants. Ces efforts devront se poursuivre et s'amplifier pour permettre au Mali de réaliser l'ensemble des objectifs visés dans sa stratégie nationale de relance économique et de développement durable couvrant la période 2019-2023. Le mécanisme de pilotage et de suivi évaluation du CREDD et des ODD institué par le Décret n°2018-0623 /PM-RM du 8 août 2018 devra constituer le cadre unique autour duquel toutes les parties prenantes seront mobilisées pour mesurer la réalisation des résultats et l'atteinte des objectifs fixés. La transparence et la gestion axée sur les résultats devront être promues par l'élaboration régulière du rapport annuel de mise en œuvre du CREDD et des ODD alimenté par le cadre de mesure des résultats actualisé, les rapports régionaux des Comités régionaux d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement (CROCSAD) et les rapports des revues sectorielles dans le cadre du Calendrier harmonisé des revues et le Calendrier budgétaire. En vue d'assurer une meilleure exécution du plan d'actions CREDD 2019-2023, les recommandations suivantes ont été formulées : ✓ poursuivre la mise en œuvre du programme de transition fiscale et les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale à travers une stratégie de fiscalisation foncière et une meilleure fiscalisation du secteur informel y compris l'orpaillage, le secteur agricole moderne et le E-commerce ; ✓ intensifier les investissements productifs dans les secteurs porteurs de croissance (agro-industrie, mines et énergie, infrastructures de transport et de communication) ; ✓ intensifier la recherche pour l'amélioration des rendements de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ; ✓ renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises (climatique, alimentaire, sinistre, chocs externes, etc.) ; ✓ poursuivre l'amélioration continue du climat des affaires et promouvoir le secteur privé.

☞ **Schéma national d'aménagement du territoire du Mali, Rapport de cadrage macroéconomique**



Classé parmi les pays les moins avancés (PMA), le Mali a une économie caractérisée par un faible niveau d'industrialisation et donc une part faible du secondaire et des parts plus ou moins importantes des secteurs primaire et tertiaire dans le Produit intérieur brut (PIB). La transformation et le développement économiques y sont retardés par un certain nombre de facteurs de vulnérabilité. Les exportations sont peu diversifiées et concentrées sur un nombre très limité de matières premières et

produits de base tels que le coton, l'or et les produits agropastoraux non transformés. Les aléas climatiques et naturels (pluviométrie, sécheresse, invasion acridienne, etc.), induisent des fluctuations dans la production locale de la plupart de ces produits d'exportation et une instabilité des recettes d'exportation. Tous ces facteurs concourent à la persistance, dans le temps, d'une croissance erratique et quelque peu tributaire des secteurs agropastoral et de l'extraction.

Les faibles performances économiques pourraient aussi s'expliquer par la faible valorisation du potentiel agro-pastoral, l'enclavement national et sous-régional, la faiblesse des infrastructures et la faiblesse du tissu industriel créateur d'emploi et de richesse. La croissance démographique relativement forte et la crise politico-sécuritaire que traverse le pays constituent aussi des contraintes à l'amélioration substantielle et durable des indicateurs socioéconomiques.

Problématique	Dans le cadre de l'élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire, cette étude réalise une analyse du cadre macroéconomique et de la situation socioéconomique du pays. Elle traite ainsi de l'évolution des politiques économiques, de la croissance économique et des contributions sectorielle à cette croissance. Les questions de pauvreté, vulnérabilité et protection sociale y sont abordées à travers les politiques sociales, l'emploi et l'équité femme/homme dans le développement. Enfin, les échanges extérieurs et les investissements directs étrangers sont analysés pour juger de la qualité et de l'intensité des relations économiques avec le reste du monde ainsi que de l'attractivité de l'économie nationale
Pertinence politique	L'étude décrit le contexte économique et social dans lequel le Schéma d'aménagement du territoire est élaboré et qui peut jouer un rôle dans la réussite des stratégies et des politiques sectorielles de développement. Les indicateurs macroéconomiques, des échanges extérieurs, du marché du travail et des secteurs sociaux peuvent orienter et éclairer la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.
Revue de la littérature	✓ CNUCED (2016), Rapport mondial sur l'investissement ✓ ONEF (2016), ENEM ✓ DNPDP (2017), Les sources de la croissance économique du Mali ✓ DNPDP (2017), L'impact des politiques sur la croissance au Mali
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Analyse statistique
Données utilisées	✓ INSTAT/Comptes économiques du Mali 2016 ✓ INSTAT/EMOP 2016 ✓ BCEAO/ Balance des paiements du Mali 2016

	✓ DNTCP/TOFE
Principaux résultats	✓ Les dépenses courantes s'accaparent la plus grande part des dépenses budgétaires mais cette part a tendance à diminuer entre 2012 et 2016 (les dépenses en capital ont constitué au plus 49% des dépenses budgétaires) ✓ Creusement du déficit global, base caisse et hors dons, passant de 343 millions FCFA en 2013 à 526 milliards FCFA en 2016 et détérioration du solde budgétaire de base de -47 milliards FCFA en 2013 à -188 milliards FCFA en 2016 ✓ La croissance économique au Mali est caractérisée par sa volatilité et sa relative faiblesse. La croissance est tirée principalement par les secteurs primaire et tertiaire. Sur la période 1981-2016, le PIB s'est accru en moyenne par an de 3,5%. Cette moyenne tombe à 2,7% dans le secteur primaire, remonte à 4,5% dans le secondaire pour redescendre légèrement à 3,4% dans le tertiaire ✓ Sur la période 1980-2016, la valeur ajoutée du tertiaire a pesé en moyenne 39% dans le PIB, celles du primaire et du secondaire respectivement 33% et 21% ✓ 2 produits (or et coton) constituent l'essentiel des exportations du pays, entre 74% et 83% ✓ Recul des IDE sur les 5 dernières années, de 200 milliards FCFA en 2012 à seulement 62,0 milliards de FCFA en 2016 à cause de la baisse du cours de l'or et de la situation sécuritaire depuis 2012 ✓ La quasi-totalité des emplois (96%) sont informels ✓ Pauvreté : Incidence 47,2%, Profondeur 13,9%, Sévérité 5,6
Recommandations	✓ Des politiques de formalisation des emplois ✓ Une politique de promotion industrielle pour relever la part du secondaire dans le PIB et la croissance ✓ Des mesures d'amélioration du climat des affaires pour attirer les IDE

1.7. Offres diverses d'études et de recherche

Evaluation à mi-parcours – ARPP

Partenaire	Mercy Corps
Contexte	L'intervention de Mercy Corps à travers son projet "Promouvoir la réconciliation et la paix dans le Nord Mali" vise à contribuer à la cohabitation pacifique entre sédentaires et nomades dans une approche de proximité, une démarche inclusive impliquant les femmes leaders, les jeunes, les chefs religieux, les chefs de communautés ainsi que les autorités administratives et coutumières.
Questions de recherche	L'objectif global de la présente étude est d'évaluer à mi-parcours le programme ARPP. Plus spécifiquement, à savoir: ✓ déterminer en fonction des résultats intermédiaires dans quelles mesures les objectifs et les résultats attendus du programme pourront être atteints ✓ faire une analyse systématique de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et la viabilité du programme ✓ produire des résultats qualitatifs nécessaires à mesurer l'atteinte des résultats intermédiaires du projet selon les objectifs fixés dans son cadre logique ✓ fournir des leçons apprises et des recommandations par objectif en relation avec les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de viabilité en vue de l'amélioration de la mise en œuvre de la seconde année du projet.
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête qualitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'évaluation à mi-parcours du projet dans sa zone de mise en œuvre. Les indicateurs concernent la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'efficience, la durabilité/viabilité du programme.
Résultats attendus	✓ l'identification des effets positifs et négatifs ainsi que les avantages et les limites du projet ✓ le répertoire des leçons apprises lors de la mise en œuvre du projet ✓ la formulation des recommandations en termes de pertinence, de viabilité, d'efficacité et d'efficience ✓ la formulation de recommandations par rapport au partenariat entre Mercy Corps

	- et ses partenaires de mise en œuvre ✓ la présentation du plan d'évaluation au personnel clé de Mercy Corps ✓ la présentation des résultats à l'équipe du programme ✓ un rapport d'analyse préliminaire sur la base du traitement des données d'enquête relativement aux indicateurs retenus.
--	---

☞ Etude sur la satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CsComs et les cliniques du réseau ProFam

Partenaire	PSI/Mali
Contexte	L'objectif global de la présente étude est de faire une enquête sur la satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CsComs et les cliniques du réseau ProFam
Questions de recherche	L'objectif global de la présente étude est de faire une enquête sur la satisfaction des clientes auprès des prestataires de service PF dans les CsComs et les cliniques du réseau ProFam
Méthodologie	Au préalable, la préparation de la mission est relative à une série d'activités dont la première est la rédaction et la validation (par un Comité d'éthique) d'un protocole des activités de l'étude. Elle est suivie de l'élaboration d'une méthodologie de collecte de données incluant l'échantillonnage, la finalisation du questionnaire d'enquête quantitative et sa programmation CAPI ainsi que l'ouverture d'une adresse Drop box pour la réception et le suivi, en temps réel, de la collecte de données sur le terrain. L'organisation pratique proprement dite de la collecte des données comprend: ✓ le recrutement et la formation des agents de terrain (superviseurs et enquêtrices) ✓ la planification de la logistique incluant la mise à disposition des outils de collecte (questionnaire papier et tablettes avec le programme CAPI) ✓ le déploiement des équipes sur le terrain en vue de l'enquête proprement dite ✓ la supervision du travail sur le terrain.
Résultats attendus	✓ Traitement et analyse des données ✓ Rédaction du Rapport préliminaire d'enquête ✓ Intégration des commentaires de PSI/Mali ✓ Production du Rapport final ✓ Restitution des résultats clés de l'étude

☞ Fourniture de services de sondage au Mali

Partenaire	Creative
Contexte	Projet USAID de consolidation de la paix, de stabilisation et de réconciliation au Mali (PSR)
Questions de recherche	3 composantes ✓ Suivi et réponse aux conflits ✓ Renforcement de l'engagement civique ✓ Promotion de la gouvernance inclusive
Méthodologie	Ce sont le planning des activités de sondage, l'échantillonnage, la collecte proprement dite et le traitement des données. Ce sont : ✓ la traduction en français et la finalisation du questionnaire puis sa traduction dans les langues nationales les plus parlées au centre et au nord du pays, à savoir le bambara, le peulh, le sonrhaï et le tamasheq ✓ le formatage et le pré-test du questionnaire dans les 5 langues d'enquête ✓ la sélection et le recrutement du personnel de terrain (superviseurs et enquêteurs) ✓ l'identification de la base de données démographiques pour concevoir le plan de sondage ✓ la programmation CAPI du questionnaire et la création de serveur Drop box pour recueillir les données collectées. ✓ la formation des agents de terrain ✓ la supervision du tirage par l'Institut national de la statistique (INSTAT) de l'échantillon des 250 unités primaires d'échantillonnage que sont ici les SE

	(Sections d'énumération) avec production d'un rapport d'échantillonnage ✓ le codage des questions ouvertes, le nettoyage et le traitement des données ✓ la conception des variables de pondération et le calcul du coefficient de pondération des répondants (weight) au regard de leur répartition dans la population totale de la zone d'enquête selon la région ou la strate (croisement de région et des types de communes créées selon les besoins du sondage), le milieu, le sexe et l'âge si possible ✓ la préparation du fichier de données SPSS ✓ la production des tableaux croisés et du rapport méthodologique ✓ le calcul des indicateurs de suivi-évaluation du sondage conformément aux directives de Creative. Les principales caractéristiques sociodémographiques retenues pour l'établissement des statistiques sont le sexe, l'âge, l'éducation, le groupe identitaire d'appartenance (l'ethnie, la religion, la classe de revenu, la profession, etc.).
Résultats attendus	✓ Les informations relatives à l'échantillonnage ✓ La description circonstanciée des opérations d'enquête sur le terrain ✓ Le traitement des données ✓ La ventilation des statistiques de réponse et non-réponse, y compris le taux de réponse. ✓ Sortie de la base de données SPSS et SOR ✓ Production des indicateurs désagregés de S&E ✓ Rédaction du Rapport méthodologique

Sondage d'opinion sur la perception des services publics au Mali

Partenaire	Ministère chargé de la réforme administrative
Contexte	L'enquête de perception de la qualité des services publics s'inscrit dans le cadre de la réforme administrative et institutionnelle en cours au Mali dont l'objectif est de replacer l'utilisateur au cœur de l'action publique. Elle vise à mettre à la disposition du département des indicateurs clés sur le niveau de satisfaction actuel des usagers. Ces indicateurs, mis en perspective avec l'ensemble des actions prévues dans le programme d'activités pour la période 2017-2018 du département, vont permettre de mesurer les impacts des actions déjà entreprises, de généraliser les actions sources de satisfaction, mais aussi d'identifier les mesures correctives nécessaires pour la poursuite de la mise en œuvre des réformes administratives. La recherche vise à donner des éléments permettant à l'Etat de définir une stratégie globale de modernisation de l'administration publique, en identifiant des indicateurs clés de satisfaction des usagers en vue de la mesure de leur progression. Plus spécifiquement, le sondage vise à : ✓ collecter les perceptions auprès d'un échantillon représentatif de bamakois ✓ analyser les données brutes recueillies et en fournir une interprétation objective ✓ réaliser une synthèse des enquêtes réalisées en un document qui puisse être facilement exploitable par l'ensemble des acteurs impliqués dans la modernisation des services publics.
Questions de recherche	
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête quantitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'enquête de perception des services publics à Bamako. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires.
Résultats attendus	✓ L'organisation et la réalisation d'une enquête de perception des usagers des services publics à Bamako ✓ L'analyse des résultats de l'enquête de perceptions ✓ La formulation des recommandations en vue d'améliorer la stratégie de modernisation de l'administration publique ✓ La rédaction d'un rapport de perceptions.

2. Enquêtes



En 2018, GREAT a mené au total quatre enquêtes. La première, devenue une enquête de routine depuis environ une vingtaine d'années, est réalisée grâce au partenariat avec World Economic Forum. Elle a toujours mesuré la compétitivité des

entreprises au plan mondial. La deuxième, une enquête d'évaluation d'impact, réalisée en collaboration avec FAFO, a porté sur "Evaluation du programme de la fondation Strømme de Stratégie de scolarisation accélérée ou passerelle (SSA/P)". La troisième, rendue possible grâce au partenariat avec l'Union Européenne (UE), a mesuré, les perceptions des maliens sur ladite institution au Mali et la dernière, grâce au partenariat avec la Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT/CSLP), a traité la perception des citoyens maliens dans le cadre de l'élaboration du diagnostic stratégique du CREDD 2019-2023.

👉 Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale

Objet	Rapport sur la compétitivité mondiale des entreprises 2018
Domaines d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Commerce extérieur et investissement ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Conduite des affaires et innovation ✓ Sécurité ✓ Gouvernance ✓ Education et capital humain ✓ Risque
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	février – avril 2018
Echantillon	77 entreprises dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

👉 Enquête d'Evaluation de Fafo

Objet	Evaluation du programme de la fondation Strømme de Stratégie de scolarisation accélérée ou passerelle (SSA/P)
Domaines d'investigation	✓ Démographie ✓ Education ✓ Attentes/espérances pour les enfants du ménage (âgés de 6-17 ans) ✓ L'habitat et son environnement ✓ Economie du ménage ✓ Attitudes ✓ Situation de l'enfant SSA/P ✓ Expérience de la scolarisation accélérée

	✓ Expérience post scolarisation accélérée ✓ Emploi du temps ✓ Estime de soi et attitudes
Partenaire	FAFO
Durée	1 semaine
Période	21 au 29 avril 2018
Echantillon	200 ménages et 50 enfants dans 20 village de Kadiolo, Misséni et de Kaï tous du cercle de Kadiolo
Principales activités	✓ Finalisation du questionnaire ✓ Reproduction des questionnaires ✓ Elaboration du masque de saisie sur ODK ✓ Formation des agents de terrain ✓ Mise à disposition des outils de collecte ✓ Collecte des données sur le terrain

Enquête de perception de l'UE au Mali

Objet	Opinions des citoyens maliens sur leurs perceptions de l'Union européenne (UE) au Mali
Domaines d'investigation	✓ Information sur la visite ✓ Information sur le répondant ✓ Conditions de vie du répondant ✓ Média ✓ Situation globale et espoirs, Le Répondant ✓ Situation globale et espoirs, Le Mali ✓ Situation globale et espoirs, Les institutions ✓ Situation globale et espoirs, Relations du Mali avec le reste du monde ✓ Situation globale et espoirs, Opinions sur les organisations ✓ Situation globale et espoirs, Opinions sur les "leaders d'opinion" ✓ Connaissances générales de l'UE ✓ Opinions sur l'Union européenne ✓ Opinions sur les informations disponibles sur l'UE au Mali ✓ Le rôle des Etats membres de l'UE ✓ L'Union européenne et le Mali, Les relations politiques ✓ L'Union européenne et le Mali, Aide au développement et humanitaire ✓ L'Union européenne et le Mali, Economie et commerce ✓ L'Union européenne et le Mali, Paix et sécurité ✓
Partenaire	Délégation de l'Union européenne au Mali
Durée	2 semaines
Période	15 - 29 mai 2018
Echantillon	1350 ménages
Principales activités	✓ Elaboration du questionnaire ✓ Reproduction des questionnaires ✓ Elaboration du masque de saisie sur CAPI ✓ Formation des agents de terrain ✓ Mise à disposition des outils de collecte ✓ Collecte des données sur le terrain ✓ Apurement de traitement des données ✓ Rédaction du rapport ✓ Production de Powerpoint et de dépliant

Enquête diagnostic de la société malienne

Objet	Opinions des citoyens maliens sur leurs perceptions de leur société, dans le présent et dans l'avenir.
Domaines d'investigation	✓ Information sur la visite ✓ Information sur le répondant ✓ Conditions de vie ✓ Priorités de développement ✓ Démocratie et gouvernance ✓ Intégration et mondialisation ✓ Normes et valeurs sociales ✓ Cohésion sociale ✓ Perspectives d'avenir
Partenaire	Cellule technique CSLP
Durée	2 semaines
Période	19 juillet au 02 août 2018
Echantillon	1200 personnes des deux sexes âgées de 18 ans et plus, à raisons de 8 personnes dont 4 femmes par SE, soit un total de 150 sections d'énumération (SE)
Principales activités	✓ Elaboration du questionnaire ✓ Reproduction des questionnaires ✓ Elaboration du masque de saisie sur CAPI ✓ Formation des agents de terrain ✓ Mise à disposition des outils de collecte ✓ Collecte des données sur le terrain ✓ Apurement de traitement des données ✓ Rédaction du rapport ✓ Production de Powerpoint ✓ Restitution des résultats clés en atelier de dissémination et de validation

3. Formation et renforcement des capacités



Durant l'exercice 2018, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement des capacités conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités concernent dans

un premier temps les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cibles en élaboration de projets de recherche et rédaction de publications scientifiques et en programmation sur SPSS. Dans un second temps, le personnel et les collaborateurs de GREAT ont aussi suivi des formations, notamment dans les logiciels EvIEWS, CsPro, MEGC, en élaboration de la matrice de comptabilité sociale et en évaluation d'impacts pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

3.1. Ateliers de formation

Atelier de formation de traitement de données sur SPSS du CNDIFE

Thème	Atelier de formation de traitement de données d'enquête sur les violences faites aux femmes sur SPSS
Modules de formation	✓ Initiation à SPSS ✓ Choix des thèmes d'étude ✓ Identification de variables et choix d'indicateurs ✓ Création de nouvelles variables ✓ Programmation des commandes statistiques ✓ Analyse des données et tabulation ✓ Plans de rédaction des rapports thématiques
Lieu	Koulikoro
Période	07 – 14 janvier 2018
Durée	8 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	✓ Massa Coulibaly, GREAT ✓ François Koné, GREAT ✓ Aoua Dembélé, ONEF
Supports	✓ Logiciel SPSS ✓ Présentation PowerPoint
Participants	8 agents de CNDIFE et 4 de GREAT
Certification	Sans objet

Atelier de formation en rédaction des rapports thématiques genre du CNDIFE

Thème	Atelier de formation de traitement de données sur SPSS et rédaction
Modules de formation	✓ Faire une revue de littérature pour mise en contexte ✓ Choisir sa méthodologie ✓ Interroger la base de données pour conformer le plan de rédaction ✓ Adopter un plan de rédaction ✓ Traiter les données ✓ Sortir les résultats du traitement de données sous forme de tableaux et/ou graphiques ✓ Insérer les résultats de traitement des données dans le plan de rédaction ✓ Insérer les éléments de la revue de littérature dans le plan de rédaction

	✓ Rédiger le rapport proprement dit ✓ Faire lire le rapport par le Comité de lecture ✓ Finaliser le rapport ✓ Editer le rapport
Lieu	Koulikoro
Période	12 – 18 Février 2018
Durée	7 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	✓ Massa Coulibaly, GREAT ✓ François Koné, GREAT ✓ Aoua Dembélé, ONEF ✓ Boubacar Bougoudogo, GREAT
Supports	✓ Logiciel SPSS ✓ Présentation Power Point ✓ Base EMOP ✓ Base d'enquête préliminaire sur les violences faites aux femmes
Participants	8 agents de CNDIFE
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

Atelier de formation sur la Prévision macroéconomique sous Eviews

Thème	Prévision macroéconomique sous Eviews
Modules de formation	✓ Introduction au traitement et à l'analyse des données sous Eviews ✓ Concepts de modélisation, estimation, et test de spécification ✓ Interprétation des résultats des tests de spécification
Lieu	Bamako (Mali)
Période	22 – 26 janvier 2018
Durée	5 jours
Organisateur	✓ DNP
Formateur	✓ Kader Baye, FSEG/USSGB
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation en copies dures
Participants	14 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

Atelier de formation en CAPI

Thème	Formation CAPI
Modules de formation	✓ Rappel CSPRO ✓ Présentation d'une application CAPI lors d'une enquête; ✓ Création du dictionnaire dans CAPI ✓ Questions CAPI ✓ Instructions de contrôle
Lieu	Koulikoro
Période	23-28 mars 2018
Durée	5 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	Darko Joseph, ISSER (Ghana)
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	6 agents de GREAT
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de renforcement des capacités des cadres sur l'élaboration de la matrice de comptabilité sociale 2013 du Mali. (MCS_2013)**

Thème	Elaboration de la matrice de comptabilité sociale 2013 du Mali (MCS_2013)
Modules de formation	✓ présentation générale sur les MCS ✓ l'exercice de remplissage de la macro MCS ✓ création d'une feuille pour les calculs intermédiaires et transpositions de matrice ✓ désagrégation de la micro MCS standard
Lieu	Bamako
Période	05-09 mars 2018
Durée	5 jours
Organisateur	INSTAT
Formateurs	Monsieur Serge Jean Edi, expert macro économiste d'AFRISTAT
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	20 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de formation en modélisation en équilibre général calculable**

Thème	Modélisation en équilibre général calculable
Modules de formation	✓ Construire un modèle d'équilibre général (EGC) standard pour le Mali ✓ Modéliser l'emploi-jeune et le marché du travail au Mali
Lieu	Bamako
Période	19-23 mars 2018
Durée	5 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	Ismael Fofana, PEP Université Laval (Canada)
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	9 participants dont 6 de GREAT
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de formation en modélisation en équilibre général calculable**

Thème	Modélisation en équilibre général calculable
Modules de formation	✓ Présentation du modèle Simali ✓ Présentation du modèle ménage sur GAMS ✓ Exercices de microsimulation et lecture des résultats ✓ Calcul des indicateurs de pauvreté et d'inégalité sur Excel
Lieu	Bamako
Période	07-10 mai 2018
Durée	4 jours
Organisateur	CT/CSLP
Formateurs	Madame Céline de Quatrebarbes, FRDI Clermont Ferrand (France)
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	20 participants dont un de GREAT Mali
Certification	Sans objet

4. Communication et information



"Impacts et séquelles de la crise au Mali", "la priorisation des problèmes de développement et des ODD au Mali", "Le Mali à bâtir" et deux cafés avec respectivement comme thèmes "Ressources de la médecine traditionnelle : une opportunité de formation, de recherche et de développement" et "La généalogie Manding". Il a aussi participé à des conférences, à Bamako et ailleurs ainsi qu'à bien d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, et du réseau Think Tank UEMOA, de CIPE, de IBP, Afrobaromètre, etc.

En 2018, GREAT a organisé trois disséminations respectivement sur

4.1. Dissémination

👉 Atelier de dissémination des résultats enquêtes Afrobaromètre Round7

Thème	Les impacts et séquelles de la crise au Mali
Public cible	✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Primature ✓ OPAM ✓ UE ✓ UNESCO ✓ NIT ✓ INSTAT ✓ CT/CSLP ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	31 janvier 2018
Lieu	Hôtel Olympe, Bamako
Animateurs	Boubacar Bougoudogo, GREAT
Compte rendu	La présentation s'est faite suivant le plan suivant: ✓ Résumé ✓ Qu'est-ce que Afrobaromètre ✓ Couverture géographique d'Afrobaromètre ✓ Méthodologie ✓ Principales perceptions ✓ Conclusions

👉 Atelier de dissémination des résultats enquêtes Afrobaromètre Round7

Thème	La priorisation des problèmes de développement et des ODD au Mali
Public cible	✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Ministère de l'économie et des finances ✓ Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population

	✓ Les structures publiques ✓ Les CPS ✓ PAM ✓ FAO ✓ BCEAO ✓ INSTAT ✓ CT/CSLP ✓ Les universitaires ✓ Les ONG
Date	21 février 2018
Lieu	Salle de conférence de la CT/CSLP, Bamako
Animateurs	François Koné, GREAT Mali
Compte rendu	La présentation s'est faite suivant le plan suivant: ✓ Résumé ✓ Qu'est-ce que Afrobaromètre ✓ Méthodologie ✓ Démographie d'Afrobaromètre ✓ L'insécurité alimentaire au fronton des problèmes de développement ✓ L'agriculture comme levier de développement ✓ Objectif "Zéro faim" ✓ Conclusions

Atelier de dissémination des résultats de l'enquête diagnostic de la société malienne

Thème	Le Mali à bâtir
Public cible	✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ PNUD ✓ Ministère de l'économie et des finances ✓ Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population ✓ Les structures publiques ✓ PTF ✓ Les CPS ✓ INSTAT ✓ DNP ✓ DNPD ✓ CT/CSLP ✓ Les universitaires ✓ Les ONG
Date	09 novembre 2018
Lieu	Salle de conférence de la CT/CSLP, Bamako
Animateurs	Massa COULIBALY, GREAT
Compte rendu	La présentation s'est faite suivant le plan suivant: ✓ Introduction ✓ Résumé ✓ Résultats clés • Priorités de développement • Le Mali de demain • Pauvreté et inclusion sociale • Démocratie, gouvernance et société • Partenariat et coopération internationale • Sociologie de l'échantillon

4.2. Café

☞ Ressources de la médecine traditionnelle

Thème	Médecine traditionnelle – Une opportunité de formation, de recherche et de développement
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	15 janvier 2018
Lieu	Bamako
Animateurs	Professeur Rokia SANOGO Pharm.D, Ph.D, Pharmacognosie titulaire des universités du CAMES, Chef de DER des Sciences pharmaceutiques, Faculté de pharmacie et Chef de Département médecine traditionnelle de l'INRSP
Compte rendu	✓ Le savoir et le savoir-faire africain en santé notamment les ressources de la Médecine Traditionnelle (Praticiens- Pratiques - Produits) constituent une composante importante du patrimoine culturel africain. ✓ En Afrique, le Mali est considéré à l'avant-garde dans la valorisation des ressources de la médecine traditionnelle ✓ L'Institut national de phytothérapie et médecine traditionnelle a été créé en 1968 ✓ La médecine traditionnelle est selon l'OMS, "l'ensemble de toutes les connaissances et de toutes les pratiques, explicables ou non, transmises de génération en génération, oralement ou par écrit, utilisées dans une société humaine pour diagnostiquer, prévenir ou éliminer un déséquilibre du bien-être physique, mental, social, moral et spirituel". ✓ Les Structures de la Médecine traditionnelle sont très éloignées, la qualité de l'accueil n'est pas bonne et les coûts ne sont pas accessibles ✓ Le Mali a fait des progrès, avec des personnes formées, les acteurs renforcés, nombreux projets réalisés, des recherches menées et des médicaments préparés, produits ✓ La création de l'Institut national de recherche sur la pharmacopée et la médecine traditionnelles (l'INRMPT) est un signal fort de la volonté politique de capitaliser et valoriser les acquis et de se projeter dans le futur ✓ Le Mali a été le premier dans la valorisation médecine traditionnelle africaine en 1968, 10 ans avant la déclaration de l'OMS à Alma Ata en 1978. ✓ La stratégie de la région africaine de l'OMS/AFRO (2000) encourage l'intégration dans les systèmes de santé des pratiques médicales et des remèdes traditionnels qui ont donné la preuve de leur innocuité, de leur efficacité et de leur qualité ✓ Au Mali, les succès de la recherche sur la pharmacopée traditionnelle ont permis la mise au point des médicaments traditionnels améliorés (MTA). ✓ Les MTA, issus de la pharmacopée traditionnelle malienne, ont des limites de toxicité déterminées, activité pharmacologique confirmée, dosage quantifié et qualité contrôlée. ✓ Sept MTA sont sur la liste des médicaments essentiels au Mali et dans le Formulaire thérapeutique national ✓ Plus de 60% des enfants avec une forte fièvre, ont été traités à domicile à l'aide de médicaments à base de plantes au Ghana, au Mali, au Nigeria et en Zambie (Faire Reculer le Paludisme, 1998) ✓ Face à l'ampleur des besoins et le caractère pressant du problème, les ressources de la médecine traditionnelle peuvent accroître l'accès aux soins et à la prévention des IST/VIH/SIDA en Afrique ✓ Implication des acteurs de la médecine traditionnelle dans la prise en charge de la tuberculose avec le Programme national de lutte contre la tuberculose.

☞ Généalogie manding

Thème	Généalogie manding
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	08 octobre 2018
Lieu	Bamako
Animateurs	Bourama Soumano
Compte rendu	✓ Le Mali est l'épicentre du Manding, Soundjata est le symbole de la civilisation manding. On ne peut pas parler du Mali sans parler du Manding et on ne peut pas parler du Manding sans parler de Soundjata

	✓ Kiri est le premier village manding créé par quatre chefs de clan : Sossokotigadian, Mandésantigui, Sintiguirafa et Mandébagani ✓ Il n'y avait que trois activités donc ils ont divisé la population de Kiri en trois groupes avec trois noms communs de famille, il s'agit : Dansouba, qui connaît la brousse mais pas chasseur (cultivateur), Diarrassouba, qui sont dans la brousse et qui chassent les animaux dans la brousse et Magassouba, qui s'occupent de l'organisation de la société. ✓ Kiri était composé de 12 villages, mais il y avait une brave femme qui s'appelle Kaniba c'est pourquoi on dit les 12 villages de Kanibala en Malinké.
--	---

4.3. Séminaires et conférences

☞ Réunion du Comité exécutif du Réseau Think-Tank UEMOA (RTT-UEMOA)

Thème	Réflexions sur les activités du Réseau
Public cible	✓ CIRES ✓ LARES ✓ CEDRES ✓ UEMOA DDH ✓ UEMOA/PCOM/DSE ✓ CRES ✓ GREAT
Date	23 – 24 janvier 2018
Lieu	Ouagadougou, Burkina Faso
Animateur	✓ Professeur Idrissa M. B. OUEDRAOGO, CEDRES
Compte rendu	✓ Echanger sur le programme d'activités 2018 du réseau ; ✓ Réfléchir sur sa stratégie de partenariat et d'autofinancement ; ✓ Décliner les modalités de publication de la revue de la Commission ; ✓ Redéfinir les axes de réflexion pour donner une approche prospective aux travaux du Réseau

☞ Premier atelier de réflexion sur le projet de création d'un centre d'excellence africain (CEA) en sciences humaines et sociales (SHS)

Thème	Réflexion sur le projet de création d'un centre d'excellence africain (CEA) en sciences humaines et sociales (SHS)
Public cible	✓ Le rectorat de l'USJPB ✓ Codirecteur du LMI MACOTER ✓ Structures de recherches
Date	15 mars 2018
Lieu	Bamako, Mali
Animateur	✓ Moussa DJIRE, Recteur de l'USJPB ; ✓ M. Gilles HOLDER, Codirecteur du LMI MACOTER ; ✓ M. Mohamed Lamine DEMBELE, Directeur adjoint du LMI-MACOTER ; ✓ M. Boureima KANSAYE, vice-Recteur de l'USJPB
Compte rendu	✓ Création d'un espace de discussions constructives entre tous les acteurs qui participent au projet de CEA ✓ Bâtir un projet compétitif qui puisse, sur le plan national, être porté par les acteurs institutionnels (ministères, rectorats, etc.) et de la recherche (laboratoires et équipes) du point de vue de sa pertinence scientifique, mais aussi économique et politique ✓ Constat de l'inexistence d'une structure commune de recherche en SHS et l'absence de synergie entre les chercheurs en la matière. ✓ Les trois Recteurs des universités en SHS, et particulièrement le Recteur de l'USJPB désigné par ses pairs, sont totalement engagés à faire le plaidoyer au plus haut niveau pour l'aboutissement heureux de l'initiative. ✓ Mise en place d'une équipe restreinte chargée de rédiger l'avant-projet du CEA.

👉 Atelier de validation de SWEDD

Thème	Validation des modules de formation dans les espaces sûrs
Public cible	✓ Représentants des 06 pays du SWEDD (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) ✓ ONG chargées de la mise en œuvre de ce programme ✓ Représentants de la Banque mondiale ✓ Représentants de l'UNFPA, ✓ Représentants de l'ONG internationale PROMOUDO ✓ GREAT
Date	02 – 06 avril 2018
Lieu	Niamey, Niger
Animateur	✓ la représentante de la Banque Mondiale ✓ Représentant Assistant de l'UNFPA ✓ Madame El Back Zeinabou Tari Bako, Ministre de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant
Compte rendu	✓ Présenter et valider le curriculum sur la santé sexuelle et reproductive et les compétences de vie à travers ses composantes : cadre pédagogique, les deux livrets pour les groupes d'âge 09-12 ans et 13-19 ans, le manuel et le profil de l'animatrice des espaces sûrs ✓ Elaborer un plan de mise en œuvre par pays de la formation et de l'animation des espaces sûrs qui tienne compte des acquis ✓ Elaborer les grandes lignes du suivi de la formation et de l'animation des espaces sûrs.

👉 Table ronde de haut niveau IBP

Thème	Table ronde de haut niveau sur la transparence budgétaire en Afrique francophone
Public cible	✓ Ministres chargés des finances du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal ✓ Directeurs du budget du Bénin et du Mali ✓ Représentant de la Banque mondiale ✓ Représentant du Fonds monétaire international ✓ Représentant de l'UE ✓ Représentant de GIFT ✓ Représentants des OSC du Bénin, du Mali et du Sénégal ✓ Représentant d'IBP ✓ GREAT
Date	20 avril 2018
Lieu	Conakry, Guinée
Animateur	✓ Secrétaire d'Etat, Lemoyne ✓ Directeur adjoint de l'AFD chargé des pays africains, Bensaïd
Compte rendu	✓ La récente enquête OBI 2017 révèle que la transparence budgétaire a connu un déclin général au cours des deux dernières années, y compris dans plusieurs pays d'Afrique francophone. ✓ Pour relever le niveau de transparence, les pays francophones doivent se réengager sur la diffusion de bonnes pratiques afin qu'elle puisse bénéficier aux citoyens.

👉 Second atelier de structuration des équipes et de validation de la stratégie d'élaboration du projet CEA

Thème	Centre d'excellence pour la formation et la recherche sur les situations post-conflit en Afrique
Public cible	✓ USJPB ✓ GREAT ✓ Laboratoire MACOTER
Date	09 mai 2018
Lieu	Bamako, Mali
Animateur	✓ Bouréma, l'USJPB ; ✓ Gilles, Laboratoire MACOTER ✓ Lamine, Laboratoire MACOTER

Compte rendu	✓ Lecture et adoption du compte rendu de l'atelier du 15 mars ✓ Lecture et adoption du projet d'ordre du jour ✓ Point sur les activités réalisées, le lobbying institutionnel, les contraintes et les alternatives ✓ Présentation de la fiche de synthèse sur les structures impliquées ✓ Discussion et validation des fiches de synthèses ✓ Présentation de la maquette sur la réorganisation structurelle ✓ Présentation du nouveau chronogramme des activités et élaboration de la stratégie d'élaboration du projet de candidature ✓ Recomposition de l'équipe de rédaction et élaboration du canevas de travail ✓ Alternative à envisager sur l'AAP échoue
--------------	---

Atelier de restitution CNDIFE

Thème	Restitution des rapports d'analyses des données genre sensibles
Public cible	✓ Représentante de la BAD au Mali ✓ Ambassadeur du Nigéria au Mali ✓ Ministre de la promotion de la femme l'enfant et de la famille ✓ ONU femme ✓ Les CPS ✓ Représentant du FNUAP ✓ CNDIFE
Date	09 juillet 2018
Lieu	Bamako, Mali
Animateur	✓ Pr. Massa Coulibaly, GREAT
Compte rendu	✓ La prise en compte du travail domestique non rémunéré dans la comptabilité nationale demeure un défi. Elle pourrait aider à évaluer le niveau de vie réel des ménages et de revoir les indicateurs nationaux de pauvreté et d'inégalités. ✓ La simple reconnaissance de la contribution réelle des femmes à la production nationale peut tout aussi bien constituer un objectif en soi ✓ L'emploi informel semble autant induit par le chômage et l'absence de revenu minimum garanti que par la pluriactivité qui s'opère généralement de façon informelle et surtout à cause de la faible rémunération de l'activité principale. ✓ L'éducation favorise la formalisation et de l'emploi informel et du secteur informel. ✓ L'intégration de l'outil de l'étude sur les violences faites aux femmes comme module genre dans les enquêtes EMOP

Atelier CIPE

Thème	Lancement du Projet CIPE – G5 Sahel "Promouvoir la collaboration publique – privé pour renforcer la sécurité dans le Sahel"
Public cible	✓ CIPE ✓ Free Afrik (Burkina Faso) ✓ Coalitions et IGD ✓ GREAT (Mali) ✓ Centre 4S (Mauritanie) ✓ CIPMEN (Niger)
Date	20 – 23 juillet 2018
Lieu	Nouakchott, Mauritanie
Animateur	✓ Haroune ✓ Massa (GREAT, Mali) ✓ Mato Salissou (CIPMEN – Centre incubateur des PME au Niger) ✓ Moussa (4S – Mauritanie) ✓ Seydou (Free Afric, 2012) ✓ Toni (CIPE) ✓ Hanna (CIPE) ✓ Hadja
Compte rendu	✓ Présentation des objectifs du CIPE

	✓ Présentation de la thématique ✓ Présentation du projet ✓ Présentation des enjeux de mise en œuvre ✓ Finalisation
--	---

☞ Afrobaromètre Workshop

Thème	La théorie du changement (ToC)
Public cible	✓ Les représentants des partenaires nationaux de Afrobaromètre ✓ GREAT ✓ Comité exécutif de Afrobaromètre
Date	15 – 16 août 2018
Lieu	Accra, Ghana
Animateur	✓ Lucy Blythe, Philia international ✓ Dana Segal, Management centre
Compte rendu	Comment Afrobaromètre va atteindre son objectif de long terme ✓ Identifier les parties prenantes ✓ Etablir les dirigeants (analyse SWOT/PEST) ✓ Comprendre les besoins/motivations des parties prenantes 3 choses achevées, les 5 prochaines années ✓ couvrir tous les Etats africains ✓ engagement ✓ training programmes dans 3 universités africaines ✓ prix Nobel de la paix ✓ Chaque dissémination globale doit lier nos résultats aux ODD ✓ Calendrier des enquêtes Round 8

☞ Séminaire du Réseau "Think-Tank" UEMOA

Thème	Valorisation des résultats de recherche et de développement des compétences
Public cible	✓ Doctorants ✓ Enseignants-chercheurs ✓ Chercheurs ✓ Etudiants ✓ Responsables des centres de recherche de la Guinée Bissau ✓ Membres du comité de pilotage du RTT-UEMOA ✓ Président du CoCER-UEMOA ✓ Membres UEMOA ✓ Conseiller scientifique INEP ✓ Conseiller scientifique INGP
Date	22 – 26 octobre 2018
Lieu	Cotonou, Benin
Animateur	✓ ZOUNDJHEKPON Gaston Jeanne, Directrice du laboratoire génétique écologique à UAC ✓ TRAORE Fousseini, Chercheur à IFPRI ✓ AFOUDA Alix Servais, Enseignant chercheur directeur adjoint à LARES ✓ TONDEL Fabien, Chargé de mission à ECDMP
Communication	✓ Décisions de financement bancaire du développement en Afrique subsaharienne : Évidences empiriques dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ✓ Financement extérieur du Plan national de développement économique et social du Burkina Faso : endettement et capacité d'absorption ✓ Analyse de la performance des fonds mutuels de la BRVM ✓ Transferts de fonds des migrants et croissance économique : cas des pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine ✓ Factors determining participation and benefit of West African countries to climate finance ✓ Business Model et Performance des sociétés non financières cotées à la Bourse régionale des valeurs mobilières : Une analyse de données de panel dynamique

- ✓ Libéralisation du compte de capital et stabilité du secteur bancaire dans les pays de l'UEMOA
- ✓ Effet des infrastructures économiques et performance du secteur industriel dans l'espace CEDEAO
- ✓ Financement de l'agriculture au Togo : accès aux crédits et productivité
- ✓ Développement des infrastructures de télécommunication et croissance économique dans les pays de l'UEMOA : une analyse de la causalité sur données de panel à partir d'un VECM
- ✓ Investissement dans les infrastructures de télécommunications et croissance économique dans la CEDEAO
- ✓ Organisation et gestion du transport urbain et interurbain au Bénin
- ✓ Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord au Mali
- ✓ Éléments de réflexion sur les entraves à la reconstruction de la paix sociale en période post-crise en Afrique de l'ouest: l'exemple de la Côte d'Ivoire
- ✓ Problématique de la culture de la paix : approches opératoires Economic analysis of climate change induced resource scarcity and armed conflict in Niger

5. Publications



5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord au Mali
Numéro	63
Date de publication	Janvier – Mars 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	30 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Enseignement et formation professionnelle au Mali
Numéro	64
Date de publication	Avril – Juin 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	29 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La sécurité sociale au Mali
Numéro	65_1
Date de publication	Juillet – Septembre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly.
Nombre de pages	16 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Le dialogue social au Mali
Numéro	65_2
Date de publication	Juillet – Septembre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	22 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Priorisation des problèmes de développement et des ODD au Mali
Numéro	66
Date de publication	Octobre – Décembre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	41 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Population hors main-d'œuvre et taux d'inactivité au Mali
Numéro	085
Date de publication	Janvier 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le travail des enfants au Mali
Numéro	086
Date de publication	Février 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Insertion socioprofessionnelle des migrants de retour au Mali
Numéro	087
Date de publication	Mars 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les sources de revenu du ménage au Mali
Numéro	088
Date de publication	Avril 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les contributeurs au revenu du ménage au Mali
Numéro	089
Date de publication	Mai 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L'enseignement supérieur au Mali en chiffres
Numéro	090
Date de publication	Juin 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le dialogue social au Mali en bref
Numéro	091
Date de publication	Juillet 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200

Support de publication	Papier, abonnement Internet
------------------------	-----------------------------

Titre	La formation professionnelle au Mali
Numéro	092
Date de publication	Août 2018
Auteurs	Massa Coulibaly et Aoua S. Dembélé
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Crise du Nord et perceptions populaires des forces armées
Numéro	093
Date de publication	Septembre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Impacts de la crise du Nord sur les ménages
Numéro	094
Date de publication	Octobre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Problèmes prioritaires de développement
Numéro	095
Date de publication	Novembre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Repérage et priorisation des ODD au Mali
Numéro	096
Date de publication	Décembre 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.3. Base de connaissances



Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures et toutes disponibles, sur le site web de GREAT

(www.greatmali.net) dans les rubriques "GREAT Publication" pour les GREAT_Cahiers et "Great Press" pour le GREAT_Savoir. De même, le "Great_Savoir" est accessible sur abonnement gratuit via le portail du site, on peut aussi accéder aux archives des bulletins (GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat



A l'occasion de son dixième anniversaire en tant qu'ONG signataire d'accord-cadre n°1079 le 01 juillet 2009, GREAT se réjouit d'adresser son remerciement le plus sincère à tous ses partenaires mais particulièrement à ceux, qui depuis cette date sont restés avec lui. Il s'agit de: l'INSTAT, Afrobaromètre, World Economic Forum, International Budget

Partnership (IBP), PEP. A ces partenaires de longue date, se sont ajoutés : ISSER, CT/CSLP, FAFO, UE, CIPE, GERAD, ONEF, DNPd, CPM, CRES Dakar, SWEDD, Fondation Strømme, Groupe de suivi budgétaire, USSGB et KYNE avec espoir d'une longévité au moins pour la plupart d'entre eux.

Les plus gros chantiers de 2018 ont été exécutés grâce au partenariat avec la Cellule technique CSLP, l'UE et l'ONEF. Il est important de noter que la presse, écrite comme audiovisuelle est aussi une partenaire de longue date de GREAT. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit tant au niveau international que national.

6.1. Institutions de recherche

INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Partenariat multidimensionnel
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
Afrobaromètre	✓ Réunions du Comité exécutif
FAFO	✓ Conférence Afrobaromètre des utilisateurs politiques
CIPE	✓ Etude d'évaluation d'impacts formation SSA/P
GERAD	✓ Etude d'évaluation d'impacts de l'insécurité (extrémisme violent et terrorisme) sur les économies sahéliennes – Cas du Mali,
KYNE	✓ Élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) du Mali.
WEF	✓ Suivi de la campagne héro ver de Guinée
PEP	✓ Enquête dans le cadre de la compétitivité mondiale des entreprises
CRES Dakar	✓ Formation en évaluation d'impact
	✓ TEC de la CEDEAO

6.2. Administration publique

DNPd	✓ Formation en logiciel Eviews
CSLP	✓ Enquête, études et recherche sur les ODD, élaboration du document CREDD
USSGB	✓ Formation, études et recherche
ONEF	✓ Formation, études et recherche
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts

6.3. Société civile

Groupe de suivi budgétaire	✓ Partage des rapports d'analyse du budget des conseils régionaux et de cercles
Fondation Strømme	✓ Evaluation de son programme de Stratégie de scolarisation accélérée ou passerelle (SSA/P)

6.4. Partenaires techniques et financiers

UE	✓ Enquêtes et études
IBP	✓ Transparence budgétaire
ISSER	✓ Formation en programmation en CAPI
World Economic Forum	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises

7. Fonctionnement institutionnel



GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre avec l'Etat n°001079 dispose de trois niveaux

d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Conseil d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

Comment faire évoluer le TRT



En 2018, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur le développement durable, l'insécurité, la migration, l'emploi et les conditions de vie, l'intégration régionale, la planification stratégique, le partenariat. L'ONG a également mené 4 enquêtes contre 7 en 2017. La première portait sur la compétitivité globale des entreprises qui est une enquête annuelle depuis plus de dix ans. La deuxième était sur l'évaluation du programme de la Fondation Strømme de Stratégie de scolarisation accélérée ou passerelle (SSA/P), la troisième sur l'Opinions des citoyens maliens sur leurs perceptions de l'Union européenne (UE) au Mali et la quatrième sur l'Opinion des citoyens maliens sur leurs perceptions de leur société, dans le présent et dans l'avenir.

Une seule formation sur les techniques quantitatives à l'endroit des Assistants de l'université a été dispensée en 2018.

Le personnel de GREAT a bénéficié des formations dans le cadre du renforcement des capacités en modélisation (MEGC), en élaboration de la matrice de comptabilité sociale, en évaluation d'impact, aux logiciels CAPI et Eviews.

En 2018, GREAT a deux cafés à son actif. Le premier a porté sur les Ressources de la médecine traditionnelle : opportunité de formation, de recherche et de développement, le deuxième sur la Généalogie manding.

GREAT a participé à 7 séminaires et conférences nationaux comme internationaux en 2018. En matière de publication, 5 GREAT_Cahiers, 12 GREAT_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des GREAT_Cahiers et des GREAT_Savoirs, une base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se

fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à

accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires



Pour diverses raisons, le Conseil d'orientation n'a pas pu se tenir en 2018. Cependant, le compte rendu de la réunion du 1^{er} juin 2017, le Rapport d'activités de l'année 2017 et le Programme d'activités 2018 ont été envoyés à tous les membres dudit conseil d'orientation pour examen, adoption et validation. A l'instar des années précédentes, la direction exécutif de GREAT se donne la tâche de traduire les actualités brûlantes en des sujets d'études

et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impact. Durant l'année 2018, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total quatre réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 11 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2018.

7.3. Ateliers résidentiels



Selon le besoin, une partie de l'équipe

exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, y compris avec d'autres partenaires pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 11 ateliers de 6 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2018.

Ateliers résidentiels

Objet	Participants	Durée et lieu
Formation au traitement de données sur SPSS	✓ 8 du CNDIFE ✓ 4 de GREAT	du 7 au 14 janvier à Koulikoro
Formation à la rédaction des rapports thématiques genre	✓ 6 du CNDIFE ✓ 3 de GREAT	du 12 au 18 février à Koulikoro
Formation CAPI	✓ 6 de GREAT	du 23 au 28 février à Koulikoro
Formation en modélisation en équilibre général calculable	✓ 3 enseignants-chercheurs ✓ 6 de GREAT	du 19 au 23 mars à Bamako
Traitement de données de l'enquête de perception de l'UE au Mali	✓ 2 de GREAT	du 18 au 24 juin à Koulikoro
Apurements et harmonisation des bases de données EMOP 2011-2017	✓ 3 de GREAT	du 18 au 24 juin à Koulikoro
Elaboration du Schéma d'aménagement du territoire (SNAT) du Mali	✓ 2 de GREAT	du 10 au 16 septembre à Koulikoro
Traitement de données et sortie de tableaux de résultats sur le marché du travail	✓ 1 de l'ONEF ✓ 1 de GREAT	du 10 au 16 septembre à Koulikoro
Rédaction du rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne	✓ 2 de GREAT	du 10 au 16 septembre à Koulikoro
Rédaction du rapport d'activités annuel de GREAT	✓ Tout GREAT	du 25 au 30 septembre à Koulikoro
Rédaction du rapport d'activités annuel du marché du travail	✓ 1 de l'ONEF ✓ 3 de GREAT	du 23 au 26 novembre à Koulikoro

8. Suivi budgétaire

8.1. Système de gestion



Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de:

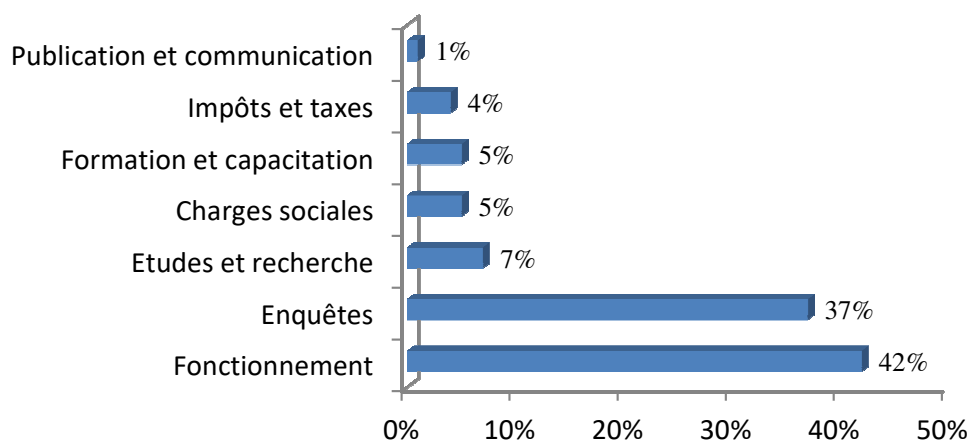
- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

En plus des enregistrements dans SAGE COMPTABLE, le Département en charge de l'administration et des finances de GREAT se sert d'un programme bien ficelé sur Excel pour suivre plus en détail toutes les ressources et toutes les dépenses de GREAT par source et par ligne budgétaire. Ce suivi permet de donner en détail à tout moment la situation de chacune des sources et par ligne budgétaire.

8.2. Structure des dépenses

Les dépenses de GREAT se structurent en sept types de dépenses : Etude et recherche, Enquête, Fonctionnement institutionnel, Communication et publication, Fonctionnement, Impôt et taxes, et Charges sociales. Au regard de la structure des dépenses, nous avons constaté que GREAT a principalement dépensé dans le fonctionnement institutionnel et les enquêtes avec respectivement un score de 42% et 37%. Les dépenses liées à la recherche se positionnent à la troisième place avec 7% du total. La communication est la rubrique des dépenses qui consomme le moins, soit 1%.

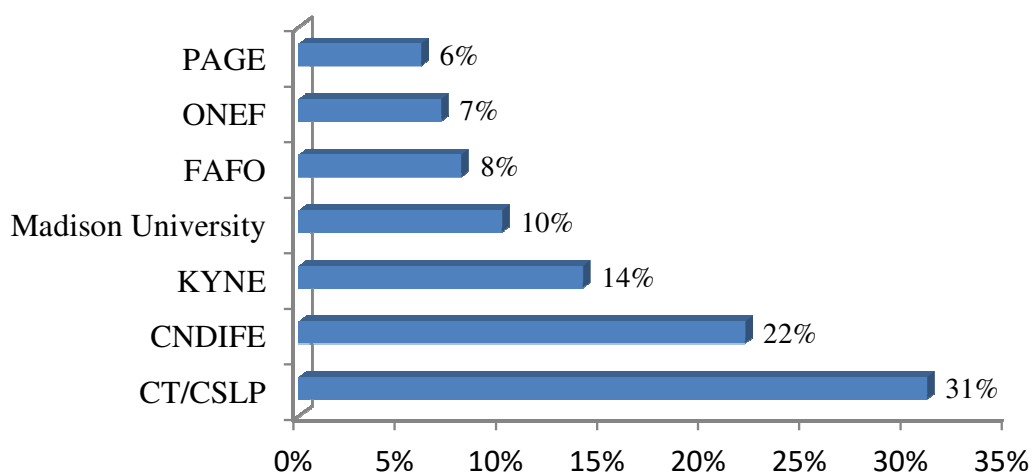
Structure des dépenses 2018



8.3. Source de financement

Le plus gros lot de financement de GREAT en 2018 est venu du CSLP avec 31% du total suivi du Ministère de la promotion de la femme de l'enfant et la famille (MPFEF) avec 22%. KYNE se hisse à la troisième position avec 14%. L'Université de Wisconsin Madison, FAFO, ONEF, et PAGE se suivent avec respectivement 14%, 10%, 8% et 7%. Enfin CIPE et GERAD sont à 1% chacun.

Structure des financements 2018



De 2014 à 2018, GREAT a vu ses activités financées par 27 partenaires parmi lesquels, le WEF a été le seul partenaire présente à toutes les 5 années. Certains partenaires comme Afro, ISSER, PSI, FAFO et ONEF ont été présents 3 années sur 5. Les 21 autres partenaires ont tout au plus accompagné GREAT deux ans.

9. Programme d'activités 2018



Le programme d'activités de 2019 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2018.

👉 Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherche	
Gouvernance	✓ Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord ✓ Priorisation du développement et des ODD ✓ Plus importants problèmes et priorisation nationale des ODD ✓ Perceptions populaires de la migration ✓ Gouvernance économique et sociale du Mali ✓ La confiance dans tous ses états ✓ De la vitalité de la démocratie au Mali
Analyse budgétaire	✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali ✓ Transparence budgétaire
Emploi	✓ Marché du Travail ✓ Sous-utilisation de la main-d'œuvre ✓ Emploi des jeunes
Evaluation d'impacts	✓ Evaluation d'impact de projet agricole ✓ Evaluation d'impacts genre ✓ Compétitivité des entreprises ✓ MEGC et évaluation des politiques commerciales
Divers	✓ Perceptions populaires du changement climatique ✓ Fiscalité et inégalités de revenu au Mali ✓ De l'égalité genre ✓ Violences faites aux femmes ✓ Mobilisation de ressources, financement du développement et partenariat
2. Enquêtes	✓ Enquêtes de base ✓ Enquêtes de suivi ✓ Enquêtes régulières ✓ Enquêtes légères ✓ Enquête quantitative de perceptions ✓ Enquête qualitative de perceptions
3. Formation et renforcement de capacités	✓ Formation en anglais ✓ Formation en méthodologie de rédaction scientifique ✓ Evaluation d'impacts ✓ Modélisation ✓ Programmation CAPI ✓ Excel avancé ✓ Eviews ✓ Ecoles Afrobaromètre en science politique et en communication
4. Communication	✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats d'études

	✓ Conférences et colloques nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux
5. Publications	✓ 5 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir" ✓ 3 numéros de "Great_Café"
6. Partenariat	✓ INSTAT et CPS ✓ Afrobaromètre ✓ DNPD ✓ PEP ✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation) ✓ CSLP ✓ USSGB ✓ CABRI-IBP ✓ UE ✓ World Economic Forum ✓ Banque Mondiale ✓ Fafo
7. Fonctionnement institutionnel	✓ Mise à jour du Plan stratégique ✓ Révision du Plan de communication ✓ Révision du Plan de mobilisation de ressources ✓ Réunions régulières des instances

Tableau de bord 2019

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 7		MC	
	1. Gouvernance économique et sociale du Mali		BB	
	2. De l'égalité genre		FS	
	3. La confiance dans tous ses états		DD	
	4. De la vitalité de la démocratie au Mali		BB	
	5. Pauvreté et inégalités sociales		FK	
	Pauvreté subjective		MC	
	MEGC		BC	
	1. Fiscalité			
	2. Etude du marché du travail			
	3. Réformes sectorielles			
	4. Impacts de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)			
	Potentiel de création de commerce intra africain (ZLECA vs zones régionales)		OT	
	Mesures non tarifaires et commerce africain		OT	
	Distributions et inégalités		FK	
	1. Méthodologie			
	2. Etat des lieux au Mali 2018			
	3. Analyse combinée avec le budget (Payeurs et bénéficiaires)			
	Compétitivité des entreprises au Mali		BB	
	1. Méthodologie			
	2. Enquête			
	3. Analyse de la compétitivité des entreprises			
	Finances Publiques		BB	
	1. Analyse de la crédibilité des dépenses publiques (Santé et éducation)			
	2. Analyse comparée de la transparence budgétaire au Mali			
	3. OBI 2018 - 2019			
	Analyse des données de l'autonomisation des femmes		FK	
	Analyse du marché du travail		MC	
	Analyse prospective		MC	
	Problématique de la capture du dividende démographique au Mali		FK	
	Dividende démographique et développement durable au Mali		FK	
	Genre et droits humains		MC	
	Population et développement local		MC	
Enquêtes	Enquêtes de base		BC	
	Enquêtes de suivi		BC	
	Enquêtes d'évaluation d'impact		FK	
	Enquêtes de perceptions		BC	

Formation et capacitation	Capacitation Méthodologie de recherche		FS	
	Capacitation GRD		BB	
	Capacitation Leadership		BB	
	Capacitation MEGC		FK+BC+FS	
	Capacitation Excel		BD	
	Capacitation NTA		FK	
	Formation Excel avancé		MC	
	Capacitation STATA		OT	
	Manuel CAPI		DD	
	Manuel STATA		OT	
	Manuel MEGC		BC	
	Manuel Budget programme		BB	
	Manuel GRD		BB	
	Manuel Eviews		FS	
	Manuel Evaluation d'impacts		FK	
	Manuel simplifié NTA		FK	
	Ecole Afro NP francophones		MC	
Communication	Gestion "Base de connaissances"		DD + FS	
	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		MC	
	Great_Formation		DD	
	Organisation 10 ^{ème} anniversaire		MC	
	Great_Café		DD	
	Révision du plan stratégique		MC	
	Révision du plan de communication		FS	
	Révision du plan de mobilisation de ressources		BB	
	Think Tank UEMOA		MC	
Publications	Concept Notes Great_Université		MC	
	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Rapport d'activités 2018		FS	

Partenariat			BD	
Congés annuels			DD	
Suivi d'exécution des activités			FS	
Rapport d'activités 2018			FS	
Rapport financier 2018			BD	
Programme d'activités 2019			MC	
Budget prévisionnel et plan de financement			BD	
Anniversaire	Composition du comité d'organisation		MC	
	Présentation des tâches du comité d'organisation		MC	
	Calendrier d'exécution de ces tâches		MC	
	Composition du comité scientifique		MC	
	Présentation des tâches du comité scientifique		MC	
	Calendrier d'exécution des tâches		MC	
	Proposition des thèmes		MC	
	Budget prévisionnel et plan de financement		BD	

Conclusions

Centre de recherche reconnu internationalement, GREAT est un organisme à but non lucratif d'études et de recherche, signataire d'Accord cadre avec le gouvernement de la République du Mali. Il s'inscrit une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des connaissances au bénéfice de ses partenaires qui font de la réflexion scientifique un des premiers leviers de leur développement. Les thèmes de recherche ont porté essentiellement sur les impacts et les effets de l'insécurité au sortir de la crise multidimensionnelle qu'a connu le pays, l'emploi et les conditions de vie des ménages, la migration, l'intégration régionale, le partenariat, la planification stratégique et le développement durable.

L'année 2018 a donc été une année fructueuse avec de nombreux projets de recherche dont les plus marquants ont été dans le domaine du développement durable et de la planification stratégique. En effet, après 3 ans de mise en œuvre des ODD dans les pays africains, GREAT, dans une étude commune du réseau Afrobaromètre a conduit une étude sur la priorisation du développement et les ODD. Il s'agissait de faire un point sur les priorités populaires de développement en Afrique et les ODD qui ont été élaborés au niveau mondial. Au niveau national, cet exercice s'est poursuivi en étudiant les perceptions populaires de développement en lien avec les ODD au Mali.

L'année 2018 a aussi été marquée par une collaboration fructueuse avec la CT/CSLP qui avait le mandat d'élaborer le nouveau CREDD et de lancer les travaux de l'étude prospective Mali 2040. Ainsi, les chercheurs de GREAT ont été mobilisés pour conduire plusieurs études dans le cadre de cette planification stratégique. En plus, GREAT a procédé à des enquêtes, des capacitations, des communications et à des publications au compte de ses nombreux partenaires.

Tout comme en 2018, GREAT a procédé à une programmation annuelle des activités à réaliser en 2019 dont la réalisation dépend de la mobilisation d'un financement long sous forme de subventions ou d'appui institutionnel.

Le défi majeur de GREAT pour cette nouvelle année semble le développement des outils de formation à destination de nos partenaires, domaine qui mérite plus d'attention et d'efforts puisque constituant une partie essentielle du cœur de métier du Groupe. De plus, l'organisation du dixième anniversaire de GREAT sera l'occasion pour les administrateurs du Groupe de jeter un regard rétrospectif sur les réalisations de GREAT et très probablement de mobiliser les partenaires potentiels au cours d'un événement scientifique majeur dans le pays.